

APPO

Juillet 2024
MAGAZINE

Contenu Local
Le Congo s'engage

Histoire
Les énergies fossiles
ont changé le monde

En pratique
Comment limiter votre
empreinte carbone

**APPO et Afreximbank
donnent naissance à la
Banque
Africaine de l'Énergie**





African Energy Week 2024



SCANNE MOI

Inscrivez-vous dès
aujourd'hui :
Achetez vos billets

CTICC,
Le Cap, Afrique du Sud
4 - 8 Novembre 2024

Investir dans les énergies africaines
CROISSANCE ÉNERGÉTIQUE GRÂCE À
UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE



MAKING
ENERGY
POVERTY
HISTORY
BY 2030

www.aecweek.com



VISITEZ NOTRE SITE WEB

www.apposecretariat.org

Banque Africaine de l'Énergie

Un rêve devenu réalité !

ÉDITORIAL

L'Afrique peut enfin se targuer d'une institution financière véritablement conçue et créée par l'Afrique et pour l'Afrique. Pendant des décennies, l'industrie pétrolière et gazière africaine a été fortement dépendante du financement étranger pour trouver, produire, traiter et commercialiser son pétrole et son gaz.

L'avènement du changement de paradigme mondial des combustibles fossiles au profit des énergies renouvelables et la décision, de ceux dont dépendaient les producteurs africains de pétrole et de gaz pour financer leurs projets, de mettre fin au financement des combustibles fossiles en Afrique ont posé un nouveau défi à l'industrie pétrolière et gazière du continent. Pour de nombreux pays africains producteurs de pétrole et de gaz, ces ressources restent la vie de l'économie. Les gouvernements dépendent fortement des revenus pétroliers et gaziers pour répondre aux besoins de base de la gouvernance. Il faut donc trouver une autre source de financement.

C'est cet impératif, ainsi que la reconnaissance du fait que près d'un milliard des 1,48 milliard d'Africains n'ont pas accès à l'énergie moderne alors que le continent dispose de plus de 125 milliards de barils de réserves prouvées de pétrole brut et de plus de 600 billions de pieds cubes de gaz, qui a inspiré l'idée de créer la Banque Africaine de l'Énergie.

Cet exploit est dû à l'action conjointe des dix-huit Pays Membres de l'APPO, au leadership du Conseil des Ministres et du Conseil Exécutif et aussi à notre partenaire, Afreximbank, en particulier au leadership visionnaire du Professeur Benedict Oramah, Président et Président du Conseil d'Administration d'Afreximbank.

L'idée était là, largement perçue : avec le désenchantement qui prévaut face aux hydrocarbures, et conduit



*Dr Omar Farouk Ibrahim
SG de L'APPO*

à un désintéret croissant pour le financement du secteur, l'Afrique ne devra son salut qu'à l'indépendance pour le financement des activités liées au pétrole et au gaz sur son territoire. Il est clair que les pays africains ne peuvent se passer des réelles opportunités de développement offertes par l'exploitation des richesses énergétiques de leur sous-sol, dans leur politique de création de meilleures conditions de vie pour leurs populations. C'était le constat, mais il fallait trouver un moyen de réaliser ce qui n'est plus une option, mais une nécessité pour le continent : se libérer financièrement de la dépendance vis-à-vis du monde extérieur pour le développement de ses réserves de pétrole et de gaz. C'est là qu'est née l'idée de la création de la Banque Africaine de l'Énergie.

La 42e Session du Conseil des Ministres de l'APPO, tenue à Luanda, en Angola, a adopté une Résolution mandant le Secrétaire Général de l'APPO et le Directeur Général de la Société Africaine d'Investissement en Énergie (AEICorp) de négocier avec Afreximbank les modalités de création de la Banque Africaine de l'Énergie. Et pendant 2 ans, plusieurs réunions de négociation ont été organisées par un groupe de travail, aboutissant à la production d'un Accord d'Établissement et d'une Charte de la Banque ainsi que d'un projet d'accord avec le pays hôte. Les deux premiers documents ont été signés par les responsables des deux institutions fondatrices, à savoir S.E. le Professeur Benedict Okey Oramah pour Afreximbank et le Dr Omar Farouk Ibrahim pour l'APPO, le lundi 3 juin 2024 dans le bureau du Ministre du Pétrole et des Ressources Minérales de la République Arabe d'Égypte, S.E. Ingénieur Tarek El Molla. Après avoir signé les documents de création de la Banque, l'étape suivante est la ratification par les Pays Membres et le choix du siège de la Banque. Six Pays Membres ont exprimé leur intérêt à abriter la Banque et quatre ont invité l'équipe d'inspection à s'y rendre pour évaluer ce qu'ils offrent comme bâtiment pour le siège de la Banque. L'équipe a achevé sa mission le 31 mai 2024 et a soumis son rapport au Comité Ministériel de sélection. Entre-temps, l'intérêt pour le projet s'est accru dans de nombreux Pays Membres, comme en témoigne les engagements de souscriptions au capital social de la Banque et les paiements effectués avant même qu'elle n'ait décollé.

L'APPO se félicite à juste titre du chemin parcouru, mais il ne nous échappe pas qu'il reste beaucoup à faire. Les efforts seront donc poursuivis pour consolider la Banque afin qu'elle puisse conquérir et occuper une place de choix dans le concert des institutions financières internationales les plus crédibles.



Avec un capital initial autorisé de 5 milliards de dollars, la Banque devrait réduire considérablement la dépendance des pays africains vis-à-vis des sources de financement occidentales, désormais moins accessibles en raison de la Transition Énergétique. Cette institution financière a pour but de fournir un mécanisme de financement à long terme pour le développement de l'industrie pétrolière et gazière en Afrique. Nous ne doutons pas que sa création donnera un nouveau souffle à l'industrie, car elle fournira les ressources financières adéquates pour le développement de programmes et de projets innovants dans les secteurs pétrolier et gazier sur le continent africain.

Il est clairement nécessaire de trouver le juste équilibre entre les impératifs d'atténuation des changements climatiques et la nécessité d'éviter les bouleversements sociaux qui pourraient résulter de conditions économiques et financières difficiles en Afrique. En faisant ce choix, l'Afrique décide de ne pas se rendre en victime propitiatoire sur l'autel de la Transition Énergétique, mais de prendre son destin en main, en donnant la priorité au sort des près d'un milliard d'Africains qui n'ont accès à aucune forme d'énergie moderne. Et pour le dire crûment, résoudre le problème du financement de l'énergie en Afrique, loin d'être un jeu, reste une question de vie ou de mort. En Afrique, l'industrialisation est notre priorité absolue, et cela ne peut pas être une réalité dans un contexte d'abandon rapide des hydrocarbures. Les Pays Membres de l'APPO en ont pris conscience. Ils ont compris que le temps de l'action est enfin venu. La création de la Banque ouvrira une nouvelle page dans les annales de l'aventure énergétique de l'Afrique. Que cette page soit parsemée de succès, pour le bonheur des peuples africains qui ne veulent que compter dans la grande marche des peuples vers une vie meilleure. C'est, ni plus ni moins, une question de dignité humaine.





Conférences

- 8 Première table ronde sur le Contenu Local au Congo
- 10 L'APPO au salon Egypt Energy Show (EGYPES) 2024
- 12 ECOMOF 2024
- 14 L'APPO au NIES 2024
- 16 Inauguration du Forum APPO des Directeurs R&D
- 18 Africa Energy Technology Conference à Accra
- 20 Visite du Secrétaire Général de l'APPO en Libye
- 22 2e Réunion des Directeurs d'Instituts de formation de l'APPO
- 24 MMEC : l'APPO prête à accueillir le Mozambique
- 26 26e WEC à Rotterdam : Repenser l'Énergie
- 28 Table ronde sur le torchage de gaz

Dossier

- 30 LA BANQUE AFRICAINE DE L'ENERGIE
- 30 - Cérémonie de signature des documents fondateurs
- 34 - Trois questions à... Zakaria DOSSO, DG AEICorp
- 35 - Ce que la naissance de la Banque va changer

Editeur

Organisation des Producteurs de Pétrole Africains, APPO
 Adresse : Centre-Ville 76, Av. Amilcar Cabral, Brazzaville,
 Congo-Brazzaville
 Téléphone : +242 06 563 5927
 Contact : info@apposecretariat.org

Site internet : www.apposecretariat.org

Visitez le site web de l'APPO pour les dernières nouvelles et informations sur l'Organisation.
 Nous sommes également disponibles sur Twitter, Facebook, Instagram et LinkedIn.

Composition et objectifs de l'APPO

L'Organisation des Producteurs de Pétrole Africains (APPO) est une organisation intergouvernementale, créée le 27 janvier 1987 par huit pays africains à Lagos, en République Fédérale du Nigeria pour servir de plateforme

de coopération et d'harmonisation des efforts, de collaboration, partage de connaissances et d'expertise entre les pays africains producteurs de pétrole. Sa mission est de promouvoir la coopération dans le domaine des hydrocarbures de ses pays membres et d'autres institutions mondiales afin de favoriser une collaboration et des partenariats fructueux tout en utilisant le pétrole comme catalyseur pour la sécurité énergétique, le développement durable et la diversification économique en Afrique. L'APPO aspire à être la référence mondiale et l'institution leader sur les questions liées aux hydrocarbures en Afrique. L'Organisation est composée aujourd'hui de 18 Pays Membres : L'Algérie, l'Angola, le Bénin, le Cameroun, le Congo, la République Démocratique du Congo, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, la Guinée Équatoriale, le Gabon, le Ghana, la Libye, la Namibie, le Niger, le Nigeria, le Sénégal, l'Afrique du Sud et le Tchad. La République Bolivarienne du Venezuela est un Membre Honoraire de l'APPO.



- Focus sur un partenaire majeur : Afreximbank 36

**N. Alixe Naimbaye : Ministre du Pétrole, des Mines
et de la Géologie du Tchad 38**

Mohamed Arkab : Ministre de l'Énergie & des Mines de l'Algérie 40

Le Venezuela et l'Afrique : Un seul drapeau 44

Notre Nord est le Sud (Amb Aníbal José Márquez Muñoz) 46

En savoir plus sur le Guide l'APPO sur le Contenu Local 48

Géologue de site de forage 50

À ne pas oublier : les hydrocarbures ont changé le monde 52

Comment réduire votre empreinte carbone ? 54

27 janvier 1987 : Naissance de l'APPO 56

Portrait

**Echos des pays
Membres**

Nos études

Focus Métier

Histoire

Info Pratique

Le saviez-vous ?

Cabinet du Secrétaire Général de l'APPO

Secrétaire Général : Dr. Omar Farouk Ibrahim
Chef de Cabinet : M. Bakary Traoré
Conseiller Juridique : M. Bakamba Loguelko
Rédactrice en Chef : Mme Carmen Fifamè Toudonou

Division Recherche

Directeur : Dr. Taher M. O. Najah
Chef de l'Unité des Études sur l'Énergie : Mme Temilola George
Chef de l'Unité de la Coopération Technique : M. Tchananti Sahgui Tiatti

Division des Services d'Appui

Directrice : Mme Philomena A. Ikoko
Chef de l'Unité Administration, Informatique et ressources de l'Organisation : Mme Chimdimma Okpara

Ont collaboré à ce numéro :

Mme Zerfa Belkassam
M. Jean Michel Akossi
M. Amadou Boubacar
Mme Kounounga-Lemba Bénédicte La reine
M. Vivien Walter Kessi
M. Djegolbe Kode
M. David Raymond Edet

Couverture

La couverture de ce numéro montre la cérémonie de signature de l'Accord de Création de la Banque Africaine de l'Énergie, le 03 juin 2024 au Caire en Egypte. (Voir notre dossier à partir de la page 30).

Brazzaville accueille la première Table Ronde sur le Contenu Local du pétrole et du gaz

LA RÉPUBLIQUE DU CONGO A ORGANISÉ SA TOUTE PREMIÈRE TABLE RONDE SUR LE CONTENU LOCAL DANS LE SECTEUR PÉTROLIER ET GAZIER À LA FIN DU MOIS DE MARS. LE SECRETARIAT DE L'APPO ET PLUSIEURS PAYS MEMBRES DE L'APPO ONT PARTICIPÉ À LA RÉUNION QUI A DURÉ DEUX JOURS, DU 21 AU 22 MARS 2024.

CONFÉRENCES

Les défis et les opportunités de la mise en œuvre d'un programme de développement du contenu local dans le secteur pétrolier et gazier congolais ont été au cœur des discussions lors de la table ronde qui s'est tenue à l'hôtel Radisson Blu, dans le centre-ville de Brazzaville. Initiée par le Ministère des Hydrocarbures, la rencontre a réuni des délégations de l'Algérie, du Cameroun, de la RD Congo, de la Côte d'Ivoire, du Gabon, du Ghana, de la Guinée Equatoriale, du Nigeria et du Sénégal. Dans son allocution d'ouverture à cette occasion, Son Excellence Anatole Collinet Makosso, Premier Ministre de la République du Congo, qui représentait le Président de la République, Son Excellence Denis Sassou-Nguesso, a salué l'initiative du Ministère des Hydrocarbures dans l'organisation de la Table

Ronde et a félicité le Ministre Bruno Jean Richard Itoua pour son leadership visionnaire du secteur pétrolier et gazier congolais. Le Premier Ministre Makosso a passé en revue les initiatives prises par le gouvernement pour faire du secteur des hydrocarbures un modèle de promotion du contenu local. Il s'agit notamment de l'élaboration en cours d'une loi-cadre sur le contenu local multisectoriel et de l'établissement d'un règlement pour le contrôle de la législation.

L'IMPORTANCE CRUCIALE DU CONTENU LOCAL

Dans son allocution de bienvenue, le Ministre Itoua a remercié le Gouvernement et le Parlement pour leur soutien à la législation sur le Contenu Local, soulignant que le Président considère le développement du Contenu Local dans le secteur pétrolier et gazier ainsi que dans d'autres secteurs de l'économie comme une priorité. Le Ministre a félicité Mme Sarah Rihane Sockath, Conseillère au Ministère, pour le rôle exemplaire qu'elle a joué dans l'organisation de la Table Ronde inaugurale. Dans son adresse à la Table Ronde, le Secrétaire Général de l'APPO, le Dr Omar Farouk Ibrahim, s'est félicité de la forte participation des Pays Membres de l'APPO à la Table Ronde, notant que le succès de l'Afrique repose sur la coopération et la collaboration entre ses pays et ses peuples. Dr Farouk a souligné l'opportunité de la table ronde, notant qu'une étude menée par l'APPO sur l'avenir de l'industrie pétrolière et gazière en Afrique à la lumière de la Transition Énergétique avait identifié trois défis imminents, à savoir le financement, la technologie et les capacités humaines ainsi que les infrastructures et marchés énergétiques. M. Farouk a affirmé qu'en mettant l'accent sur le développement du Contenu Local, il est possible de relever le défi de la technologie et des capacités humaines.



Son Excellence M. Bruno Jean Richard Itoua,
Ministre des Hydrocarbures de la République du Congo

Il a toutefois ajouté que dans le domaine de la recherche, le développement et l'innovation dans l'industrie pétrolière et gazière, les pays africains doivent collaborer et mettre en commun leurs ressources pour atteindre des objectifs similaires. Dr Farouk a invité les acteurs de l'industrie à prendre la mesure des défis qui se posent, avant qu'il ne soit trop tard pour l'Afrique. En effet, a-t-il affirmé, les pays développés sont non seulement déterminés à mettre fin à l'utilisation des combustibles fossiles dans leurs sociétés, mais ils veulent aussi forcer les autres nations à bannir l'utilisation de ces combustibles. Il a déclaré que l'Afrique, dont un tiers de la population de 1,5 milliard d'habitants vit sans accès à l'énergie moderne, ne saurait se permettre d'abandonner les combustibles fossiles en prévision des énergies renouvelables dont la certitude ne peut être garantie.

MAÎTRISER LA TECHNOLOGIE DE L'INDUSTRIE

Le véritable défi auquel est confronté le continent africain est de savoir comment appréhender la technologie, dans un contexte où l'exploitation des énergies fossiles semble de plus en plus négligée par les investisseurs occidentaux. « L'Afrique ne peut pas permettre que plus de 120 milliards de barils de réserves prouvées de pétrole et plus de 650 000 milliards de pieds cubes de gaz naturel soient gaspillés, dévalués parce que ceux dont nous dépendions pour la technologie d'exploitation de ces ressources ont décidé de les abandonner. Pour pouvoir continuer à bénéficier de ces ressources données par Dieu, nous n'avons pas d'autre choix que de maîtriser rapidement la technologie de l'industrie », a déclaré le Secrétaire Général de l'APPO. Il a salué les efforts déployés dans certains Pays Membres pour mettre en place des législations visant à soutenir le développement du Contenu Local, tout en notant que la stratégie de Contenu Local devrait également se concentrer sur la lutte contre la dépendance technologique, en amont, au milieu de la chaîne et en aval. « L'Afrique a ce qu'il faut pour maîtriser la technologie de l'industrie si les pays africains mettent en commun leurs ressources pour le bien commun de tous », a-t-il noté.

MAXIMISER LE TAUX DE PARTICIPATION DES ACTEURS NATIONAUX ET DES ENTREPRISES À LA CHAÎNE DE VALEUR

La Table Ronde a abordé de nombreuses questions, notamment les questions d'accès au financement ainsi que l'absence d'un cadre de partage d'expériences entre les pays membres de l'APPO sur la mise en œuvre du Contenu Local. De nombreuses sessions, introduites par des spécialistes, et réunissant des experts internationaux et nationaux, ont permis d'échanger sur ces thèmes. M. Tchananti Sahgui Tiatti, Chef de l'Unité de Renforcement des Capacités et de

Coopération Technique au Secrétariat de l'APPO, qui a animé le premier panel axé sur la question des politiques et stratégies de Contenu Local du secteur pétrolier et gazier dans les pays africains, a appelé à une plus grande coopération et collaboration entre les acteurs de l'industrie à travers le continent, et a proposé des programmes d'échange d'étudiants et de personnel. Les représentants de l'Algérie, de la Côte d'Ivoire, du Gabon, du Nigeria et du Sénégal ont chacun présenté le processus et les enseignements tirés de la mise en œuvre de la politique et du programme de développement du contenu local dans leurs pays respectifs. Les panels suivants ont été consacrés au cadre juridique et réglementaire, à la participation des entreprises nationales publiques et privées, au cas spécifique du sous-secteur aval, ainsi qu'aux retours d'expérience sur la mise en œuvre du Contenu Local dans les compagnies pétrolières au Congo.

INVESTIR ENCORE PLUS DANS LE CONTENU LOCAL

Les groupes pétroliers présents dans la région, tels que TotalEnergies EP, Perenco, Eni, Schlumberger et Wing Wah, multiplient les efforts pour développer le Contenu Local. Mais le consensus général qui s'est dégagé du débat qui s'en est suivi est que ces entreprises doivent encore faire plus en prenant en compte le développement du Contenu Local tout au long de la chaîne de valeur de l'industrie. En outre, de nombreux intervenants ont souligné la question de la disponibilité d'une main-d'œuvre locale qualifiée pour des emplois spécifiques dans l'industrie. La session consacrée à l'emploi et à la formation des nationaux dans le secteur pétrolier et gazier a été le creuset idéal pour discuter de cet aspect de la question. C'était l'occasion pour les sociétés pétrolières et gazières de présenter leurs offres internes pour la formation de la main-d'œuvre locale. Ces entreprises proposent des formations de courte ou de longue durée, certifiantes, dans le cadre de centres de formation internes, ou en collaboration avec des universités spécialisées. Aussi, les universités publiques congolaises telles que l'Université Marien Ngouabi et l'Université Denis Sassou Nguesso proposent ou envisagent d'offrir des cours dans ce domaine. A l'issue de la réunion, les participants ont formulé d'importantes recommandations, notamment relatives à la création d'un organe de suivi et d'évaluation du Contenu Local, doté d'un cadre juridique et/ou contractuel propice au développement du Contenu Local, à la mise en place d'un fonds de financement des entreprises locales et d'un institut de formation aux métiers du pétrole. Une deuxième Table Ronde sur le Contenu Local est d'ores et déjà prévue pour se tenir l'an prochain dans la cité balnéaire de Pointe-Noire, selon les propos du Ministre des Hydrocarbures, Bruno Jean Richard ITOUA.

APPO au salon Egypt Energy Show EGYPES 2024

LA 7ÈME ÉDITION DU EGYPT ENERGY SHOW, EGYPES, A DÉBUTÉ LE LUNDI 19 FÉVRIER 2024, PAR UNE CÉRÉMONIE D'OUVERTURE SPÉCIALE PRÉSIDÉE PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ARABE D'EGYPTE, S.E. M. ABDEL FATTAH EL SISSI. LE THÈME PRINCIPAL DE CETTE ÉDITION ÉTAIT : CONDUIRE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE, LA SÉCURITÉ ET LA DÉCARBONATION.

CONFÉRENCES



À l'invitation de S.E. Tarek El Molla, Ministre du Pétrole et des Ressources Minérales de la République Arabe d'Égypte, le Secrétaire Général de l'APPO, Dr Omar Farouk Ibrahim, a conduit une délégation à EGYPES 2024. Le SG de l'APPO a participé en tant que panéliste à la session *Garantir une énergie durable et abordable pour tous* lors de la conférence au cours de laquelle la position de l'APPO sur la Transition Énergétique mondiale a été mise en évidence. Par ailleurs, lors d'une session spéciale introduite pour la première fois en 2024 par les organisateurs de l'EGYPES en reconnaissance de l'importance croissante de l'Afrique dans le discours mondial sur la Transition Énergétique, intitulée *Africa Dialogue*, le SG de l'APPO a prononcé un discours liminaire dans lequel il a identifié les défis imminents que la Transition Énergétique pose à l'industrie pétrolière et gazière africaine en particulier et au secteur de l'énergie en général. S'exprimant sur les défis auxquels le continent est confronté, Dr Farouk a noté que le financement, la technologie et le développement des capacités humaines ainsi que le développement des infrastructures et des marchés énergétiques constituent

des défis imminents que l'Afrique doit relever dans le sillage de la Transition Énergétique. Il a souligné que si ces défis ne sont pas relevés rapidement, l'Afrique risque de perdre les plus de 120 milliards de barils de réserves prouvées de brut et plus de 650 000 milliards de pieds cubes de gaz dont elle dispose à un moment où la plus grande partie de la population du continent vit sans accès à l'énergie.

FAIRE DE L'ÉGYPTE UNE PLAQUE TOURNANTE RÉGIONALE DE L'ÉNERGIE

Les Ministres en charge de l'énergie, les acteurs de l'industrie, les dirigeants des plus grandes entreprises mondiales de l'énergie, du Pétrole et du Gaz, figuraient parmi les personnalités qui ont pris part à cette conférence. 120 États, dont des Pays Membres de l'APPO, ont pris part à cet important rassemblement annuel. Lors de l'ouverture, un film documentaire a été projeté pour souligner l'importance du secteur de l'énergie et du processus de Transition Énergétique, avec les multiples développements qui sont disponibles

*S.E. Dr Omar Farouk Ibrahim
SG/APPO*



dans ce domaine. La vision est de faire de l'Égypte un centre énergétique régional, en harmonie avec la vision du gouvernement Égypte 2030.

DIALOGUE DE L'OPEP SUR L'ÉNERGIE EN AFRIQUE

En marge de l'EGYPES 2024, l'OPEP et l'Afrique ont échangé leurs points de vue sur une série de questions énergétiques clés lors du Dialogue sur l'Énergie OPEC-Africa 2024 qui s'est tenu le 19 février au Caire, en Égypte. S.E. Dr Omar Farouk Ibrahim a souligné le fait que la réunion de haut niveau offre une plate-forme aux parties prenantes pour réaffirmer leur engagement à faire progresser l'agenda énergétique en Afrique et à explorer des solutions innovantes. Il a souligné l'importance de favoriser les partenariats, de tirer parti de la technologie et de mobiliser des ressources pour accélérer les progrès vers la réalisation de l'accès universel à l'énergie et la promotion d'une croissance inclusive à travers le continent. Le SG de l'APPO reste optimiste quant au potentiel transformateur de l'action collective et de la collaboration pour lutter contre la pauvreté énergétique et faire progresser le développement durable en Afrique. Le Dr Abdul-Hamid Mustapha, Président de l'Association des Raffineurs et Distributeurs d'Afrique (ARDA), a félicité l'OPEP pour son leadership continu dans la promotion du dialogue OPEP-Afrique sur l'énergie et a réitéré l'engagement de l'ARDA à travailler avec l'OPEP et d'autres organisations partenaires clés, telles que l'APPO et la Commission de l'Union Africaine, pour créer une

industrie pétrolière et gazière intra-africaine robuste et durable, axée sur la fourniture de carburants plus propres et de produits pétroliers à valeur ajoutée grâce à une empreinte carbone plus faible. Dans son allocution, S.E. Haltham Al Ghais, Secrétaire général de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP), a, pour sa part, affirmé que « le dialogue avec l'Afrique est un pilier clé du programme de dialogue mondial sur l'énergie de l'OPEP, qui comprend de nombreuses autres régions, pays et organisations internationales clés », ajoutant : « À l'OPEP, nous croyons fermement que la coopération et le dialogue entre toutes les parties prenantes de l'énergie sont des facteurs absolument essentiels pour relever efficacement nos défis énergétiques communs. » Contribuant au dialogue, S.E. Dr Amani Abou-Zeid, la Commissaire de l'Union africaine pour l'énergie, les infrastructures et la numérisation, a souligné que « nous devons toujours prendre en compte le contexte africain, car les analyses montrent que la demande énergétique en Afrique pourrait augmenter de 30 % – par rapport à 10 % dans la demande énergétique mondiale – d'ici 2040. L'accès à une énergie fiable, abordable et propre en Afrique reste une priorité pour le continent, appelant à des financements concessionnels et des investissements pour plus de génération, de production, d'interconnexions, de transformation locale et de commerce intérieur de nos ressources énergétiques, en tenant compte de la ZLECAf et pour éliminer la pauvreté énergétique sur le continent et promouvoir la croissance et le bien-être ». La prochaine réunion du Dialogue OPEP-Afrique sur l'énergie est prévue pour 2025.

ECOMOF 2024

Promouvoir les secteurs minier et pétrolier pour le développement dans l'espace CEDEAO

LA 4ÈME ÉDITION DU FORUM DES MINES ET DU PÉTROLE DE LA CEDEAO (ECOMOF) S'EST TENUE À COTONOU DU 22 AU 24 FÉVRIER 2024. RÉPONDANT À L'INVITATION DE S.E. SAMOU SEÏDOU ADAMBI, MINISTRE DE L'ÉNERGIE, DE L'EAU ET DES MINES DE LA RÉPUBLIQUE DU BÉNIN, LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'APPO A CONDUIT UNE DÉLÉGATION À LA 4ÈME ÉDITION DE CET IMPORTANT FORUM POUR L'INSTITUTION ET SES ETATS MEMBRES.

Le Bénin a eu l'honneur d'accueillir la quatrième réunion des Etats Membres de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), sur les sujets relatifs au développement durable des secteurs des mines et des hydrocarbures dans la sous-région ouest-africaine. Autour du thème *Ressources et technologies géo-extractives : quelles stratégies de mutualisation pour la création de valeur ajoutée en Afrique de l'Ouest ?*, les différents échanges visaient à souligner l'importance de faire des secteurs minier et pétrolier des piliers du développement économique et social des Etats ouest-africains. À cette fin, le Forum préconise le développement de politiques attractives pour les investisseurs et la contribution significative de ces secteurs aux recettes publiques. La cérémonie d'ouverture s'est tenue dans le Salon Rouge du Palais des Congrès de Cotonou, sous la présidence du Ministre d'Etat Abdoulaye Bio Tchané, représentant le Président de la République du Bénin, S.E.M. Patrice Talon.



Cérémonie d'ouverture



S.E. Samou Seïdou ADAMBI, Ministre de l'Énergie, de l'Eau et des Mines de la République du Bénin

UNE RENCONTRE DES PROFESSIONNELS DE LA SOUS-RÉGION

L'ECOMOF 2024 a réuni les principales parties prenantes des secteurs des mines et des hydrocarbures ainsi que les décideurs gouvernementaux de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et des délégations ministérielles de haut niveau de ses États membres. L'objectif spécifique du Forum était de promouvoir un développement socio-économique durable en mettant en perspective les potentialités des États de la sous-région ouest-africaine, tout en favorisant la mise en place de partenariats stratégiques, afin de stimuler les investissements innovants. Pour parvenir à ce résultat, des sessions de partage d'expériences et des débats sur les enjeux actuels des secteurs concernés, des conférences ont été organisées. Ainsi, lors d'un panel de haut niveau auquel il a participé, S.E. Dr. Farouk a partagé la vision de l'APPO sur le thème : mutualiser les politiques pour augmenter la valeur ajoutée créée par l'exploitation des ressources géo-extractives.

LA CEDEAO RENOUVELLE SON ENGAGEMENT EN FAVEUR DE LA PROMOTION DES MINES ET DU PÉTROLE

La réunion de Cotonou a été une occasion solennelle pour la CEDEAO de réaffirmer son leadership dans la promotion des mines et du pétrole, ressources vitales pour le développement de ses États membres. Ainsi, en plus des sessions formelles, un espace de rencontres bilatérales de professionnels et de décideurs et de signature de partenariats a été mis en place, ainsi qu'une salle d'exposition pour les organisations et entreprises représentées. Créée le 28 mai 1975, l'organisation ouest-africaine, qui compte parmi ses membres les pays de l'APPO suivants : le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Niger, le Nigeria et le Sénégal, a pour mandat de promouvoir l'intégration économique dans tous les domaines d'activité de ses pays membres. Le Forum de Cotonou intervient après trois éditions couronnées de succès respectivement en 2015 au Ghana, 2018 en Côte d'Ivoire et 2022 au Niger.

Investir dans l'avenir de l'Afrique

L'APPO au Sommet International de l'Énergie du Nigeria 2024

CONFÉRENCES

AU CŒUR DU NIGERIA, À ABUJA, L'ORGANISATION DES PRODUCTEURS DE PÉTROLE AFRICAINS (APPO) A MARQUÉ SA PRÉSENCE INFLUENTE AU SOMMET INTERNATIONAL DE L'ÉNERGIE (NIES) 2024.



Le stand de APPO au NIES

Orchestré avec précision et clairvoyance stratégique, le NIES a dévoilé une vitrine d'engagement, d'innovation et de partenariat. En tant que rassembleur de leaders d'opinion, d'innovateurs de l'industrie et de décideurs politiques, le NIES 2024 a témoigné du rôle de l'énergie dans le façonnement de notre monde. Le sommet s'est déroulé comme une toile, où l'APPO a peint sa vision, ses défis, ses stratégies et ses solutions à travers une galerie de dialogues, de présentations et d'engagements.

PARTICIPATION AUX CONFÉRENCES ET AUX TABLES RONDES

Les travaux du Sommet ont été réhaussés par le discours d'ouverture du SG de l'APPO, Son Excellence Dr Omar Farouk Ibrahim, lors de la journée inaugurale. Prononcé à la State House d'Abuja, le discours du Dr Farouk a abordé les questions de développement énergétique durable, de collaboration ainsi que le rôle essentiel que doivent jouer les nations africaines dans

le paysage énergétique mondial. En outre, participant à une table ronde, il a réitéré la position de l'APPO sur la nécessité de naviguer dans les complexités du secteur de l'énergie avec agilité, innovation et partenariat. Le récit s'est poursuivi le troisième jour, avec Mme Temilola George, Chef de l'Unité des Etudes en Énergie au Secrétariat de l'APPO, qui est montée au créneau. Elle s'est exprimée au nom du Secrétaire Général et ses remarques ont fait écho aux piliers fondamentaux de l'APPO tels que la sécurité énergétique, la croissance économique et le développement durable, qui sous-tendent l'engagement de l'organisation non seulement à relever les défis, mais aussi à être le fer de lance de solutions transformatrices pour le secteur de l'énergie en Afrique. Déclarant le Sommet ouvert, le Ministre de l'Information et de l'Orientation nationale, Mohammed Idris Malagy représentant le Président Bola Ahmed Tinubu, a félicité Brevity Anderson, les co-organisateur et le Ministère des Ressources Pétrolières pour le maintien et la croissance de la plate-forme depuis son lancement en 2017.

Dans son allocution prononcée à cette occasion, le Ministre Délégué en charge des Ressources Pétrolières (Pétrole) de la République Fédérale du Nigeria, le Sénateur Heineken Lokpobiri, a exprimé sa gratitude au Président Tinubu pour le soutien que l'industrie reçoit du Gouvernement et pour son leadership visionnaire. Le Ministre Lokpobiri a exprimé sa gratitude aux nombreux délégués, y compris les Ministres des autres Pays Membres de l'APPO, qui ont participé au Sommet. S'exprimant lors d'une table ronde, le Ministre Délégué aux Ressources Pétrolières (Gaz), l'Honorable Ekpo Ekperikpe, a appelé les producteurs africains de pétrole et de gaz à voir dans la coopération et la collaboration le seul moyen de relever les défis imminents que la Transition énergétique pose à l'industrie pétrolière et gazière africaine. Le Ministre Ekperikpo a noté que sans collaboration entre les producteurs africains de pétrole et de gaz pour relever les trois défis imminents auxquels l'industrie est confrontée, à savoir le financement, le développement de la technologie et des capacités humaines, ainsi que les infrastructures et les marchés, l'Afrique risque de perdre les centaines de milliards de barils de réserves de pétrole et les centaines de milliards de pieds cubes de réserves prouvées de gaz dont le continent est doté.

Au-delà des formalités des discours et des tables rondes, la participation de l'APPO s'est caractérisée par une approche proactive de l'engagement des parties prenantes. Par le biais d'une série de réunions bilatérales, d'événements de réseautage et de discussions informelles, l'APPO a tiré parti du sommet comme d'une plateforme pour favoriser le dialogue, échanger des idées et cultiver des partenariats. Cet engagement stratégique a été essentiel pour amplifier la voix de l'APPO, étendre son influence au-delà des limites du sommet et la positionner comme une figure centrale dans l'élaboration de l'avenir de l'énergie en Afrique et au-delà. Au total, l'édition 2024 du Sommet International de l'Énergie du Nigeria, Pays Membre de l'APPO, n'a pas seulement été un événement, mais une étape importante pour l'Organisation et le secteur de l'énergie en Afrique au sens large. La participation de l'APPO a transcendé les frontières traditionnelles, mettant en avant un récit d'innovation, de collaboration et de développement durable. Ces jalons témoignent des progrès réalisés, des idées partagées et des partenariats forgés, marquant un chapitre important dans le parcours de l'APPO vers un avenir énergétique résilient et prospère pour l'Afrique.



Relever le défi de la technologie et de l'expertise en Afrique

L'APPO inaugure le Forum des Directeurs des Centres de Recherche & Développement et d'Innovation du secteur pétrolier et gazier de ses Pays Membres

CONFÉRENCES

LA RÉUNION INAUGURALE DES DIRECTEURS DES CENTRES DE RECHERCHE & DÉVELOPPEMENT ET D'INNOVATION DES PAYS MEMBRES DE L'APPO S'EST TENUE DU 16 AU 19 AVRIL À LUANDA, EN ANGOLA. DIX PAYS MEMBRES DE L'APPO ONT PARTICIPÉ ACTIVEMENT À CETTE RÉUNION, CE QUI AUGURE D'UN AVENIR RADIEUX POUR LA MISE EN COMMUN DES EFFORTS DE RECHERCHE DES PAYS MEMBRES.

Dans sa quête pour trouver des solutions aux défis imminents que la Transition Énergétique mondiale pose à l'industrie pétrolière et gazière africaine, l'APPO a inauguré du 16 au 19 avril 2024, un Forum des Directeurs des Centres de Recherche & Développement et Innovation du secteur pétrolier et gazier de ses Pays Membres. Les réunions inaugurales et techniques qui ont duré trois jours ont été accueillies par le Centro de Desenvolvimento e Pesquisa (CPD), le Centre de recherche de Sonangol, la Compagnie Pétrolière Nationale du Pays Membre de l'APPO, la République d'Angola. La réunion a été un moment intense d'échange d'expériences et de réseautage entre les directeurs et autres chercheurs seniors des Centres de Recherche & Développement et d'Innovation des Pays Membres. Les participants ont eu l'occasion de partager leurs réalisations et leurs perspectives dans le domaine. La réunion technique a pas-

sé en revue le niveau d'avancement de la recherche pétrolière et gazière dans les différents Pays Membres, les défis rencontrés et les perspectives. La réunion a convenu des conclusions de l'étude sur l'avenir de l'industrie pétrolière et gazière en Afrique à la lumière de la Transition Énergétique, à savoir qu'individuellement, aucun pays africain n'est outillé pour maîtriser l'ensemble de la chaîne de valeur de l'industrie, mais que lorsqu'ils coopèrent et collaborent, ils peuvent ensemble relever le défi. À cette fin, les Directeurs ont convenus d'élaborer un modèle de coopération et de collaboration dans le domaine de la recherche sur le pétrole et le gaz, qui reconnaisse l'impératif de collaboration entre les institutions de recherche du secteur pétrolier et gazier du continent, compte tenu des coûts énormes qu'implique la création d'institutions de recherche de classe mondiale. Ils ont visité la raffinerie de Sonangol où ils ont parcouru les différents laboratoires et centres de simulation.

UNE JOURNÉE DANS LES CENTRES DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT DE SONANGOL

Les visites de site ont eu lieu le mercredi 17 avril 2024 dans la ville de Luanda. A cette occasion, la délégation a pu visiter la raffinerie de Sonangol (Sociedade Nacional de Combustíveis de Angola, EP), le laboratoire central et les laboratoires de l'Institut polytechnique supérieur de technologie et de sciences. À chaque étape, les installations et les mécanismes de recherche & développement ont été présentés aux visiteurs, très curieux de comprendre les différents processus mis en place. Sonangol est une Société Nationale dont la mission est d'exploiter et de produire du pétrole et du gaz naturel en Angola.



Photo de famille des participants au Forum inaugural

La visite de sa raffinerie de Luanda a permis aux différentes délégations de découvrir les installations et les laboratoires de cette raffinerie. Ces laboratoires permettent l'analyse des produits solides, liquides et gazeux. Les participants se sont ensuite rendus dans une structure dédiée uniquement à la recherche, le Laboratoire Central de Sonangol. Également situé à Luanda, ce centre réalise des études en amont, en aval et en milieu de filière de l'industrie. Les visites se sont terminées par les laboratoires de l'Institut Polytechnique Supérieur de Technologie et des Sciences. Il s'agit d'un véritable centre d'incubation, qui propose plusieurs formations, dont des formations spécifiques au domaine pétrolier et gazier. A chaque étape, le Secrétaire Général a fait l'éloge de la qualité des installations. Il s'est également enquis du degré d'ouverture des différents centres aux incubateurs d'autres pays africains. Il n'a pas manqué d'insister sur la nécessité pour les différents Centres de Recherche et Développement de s'associer avec les institutions homologues des Pays Membres, afin de renforcer leurs capacités d'intervention.

LE FORUM DES DIRECTEURS DE RECHERCHE COMME CATALYSEUR DU DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

La réunion elle-même s'est tenue les 18 et 19 avril à Luanda. Dans son allocution, le SG de l'APPO, S.E. Dr. Omar Farouk Ibrahim, a exprimé sa gratitude au Président-Directeur Général de Sonangol pour avoir accueilli deux réunions des PDG des SNH et cette réunion inaugurale du Forum des Directeurs de la R&D et de l'Innovation de l'APPO. Il a également souligné que le développement technologique dans l'industrie pétrolière et gazière africaine ne peut être une réalité que si les Africains s'unissent pour mettre en place des centres d'excellence au niveau régional. Le Président-Directeur Général de Sonangol, M. Sebastiao Gaspar Martins, a réaffirmé l'engagement de son entreprise à continuer à soutenir l'industrie et à investir dans la recherche et le développement. Il a apprécié les efforts déployés par l'APPO pour faire de ce Forum un catalyseur du développement technologique. Procédant à l'ouverture officielle de la réunion, Ingr. José Barroso, Secrétaire d'État au Pétrole et au Gaz, représentant S.E. Dr. Azevedo Pedro Diamantino, Ministre Angolais des Ressources Minérales, du Pétrole et du Gaz, a salué l'initiative du forum. Il n'a pas manqué de mentionner le rôle crucial de l'industrie pétrolière et gazière dans les économies des Pays Membres et le rôle de la Recherche et du Développement dans l'industrie, en particulier en cette ère de Transition Énergétique où les pays dont l'Afrique a été dépendante pour la technologie et l'expertise pétrolière et gazière

ont décidé d'abandonner l'industrie.

VERS L'INAUGURATION D'UN TEMPLE DÉDIÉ À LA RECHERCHE EN ANGOLA

Les Directeurs des Centres de R&D et d'innovation, les responsables et représentants des Pays Membres que sont l'Algérie (Centre de R&D Sonatrach), l'Angola (Centre de R&D Sonangol), le Tchad (Ministère), le Congo (SNPC), la Côte d'Ivoire (PETROCI RAC), la Guinée Equatoriale (GePetrol), le Gabon (GOC), le Ghana (GNPC R&D Center), le Sénégal (PETROSEN) et l'Afrique du Sud (SFF) ont pris part à la réunion. Outre les discours, la cérémonie d'ouverture a été marquée par la projection d'un documentaire consacré à la présentation de l'ambitieux projet de création d'un centre de recherche à Sumbe, en Angola. Prévu pour être inauguré au second semestre de cette année, le Centre de Recherche et Développement (CPD) de la Sonangol est dédié à la recherche et développement dans les domaines des hydrocarbures, des énergies renouvelables, de l'hydrogène, des biocarburants et des minéraux pour les voitures électriques. Situé sur un périmètre de 63 hectares, le CPD sera également consacré à la formation spécialisée de haut niveau et à l'enseignement postuniversitaire.

DÉVELOPPER UNE PLATEFORME DE COOPÉRATION

Les travaux du forum, sous la direction du Dr Vladimir Machado, Directeur Général du Centre de R&D de Sonangol, se sont concentrés sur plusieurs thèmes abordés sous forme de panels. Ainsi, les représentants des Pays Membres ont présenté leurs expériences en matière de programmes de recherche, les installations déjà en place et la collaboration qu'ils ont établie entre eux et avec le monde universitaire jusqu'à présent, ainsi que les solutions requises pour le secteur pétrolier et gazier en Afrique. La réunion a également discuté des objectifs, des programmes, des synergies et des défis communs. Les options et les stratégies de modernisation des laboratoires et de développement de l'expertise de la main-d'œuvre ont également été examinées, ainsi que les stratégies à mettre en place pour améliorer l'innovation et le développement technologique dans leur portée, leur rôle et leur mandat. Les participants ont cerné les pratiques exemplaires et les stratégies permettant d'établir un lien entre la recherche et la fabrication et la commercialisation de l'innovation et des résultats de la recherche. Enfin, des discussions fructueuses ont eu lieu sur la collaboration à travers la mise en place de projets et d'activités conjoints. Les participants se sont séparés avec la ferme résolution de poursuivre les échanges, dans l'attente d'une prochaine réunion prévue pour le mois de février 2025 en Algérie.

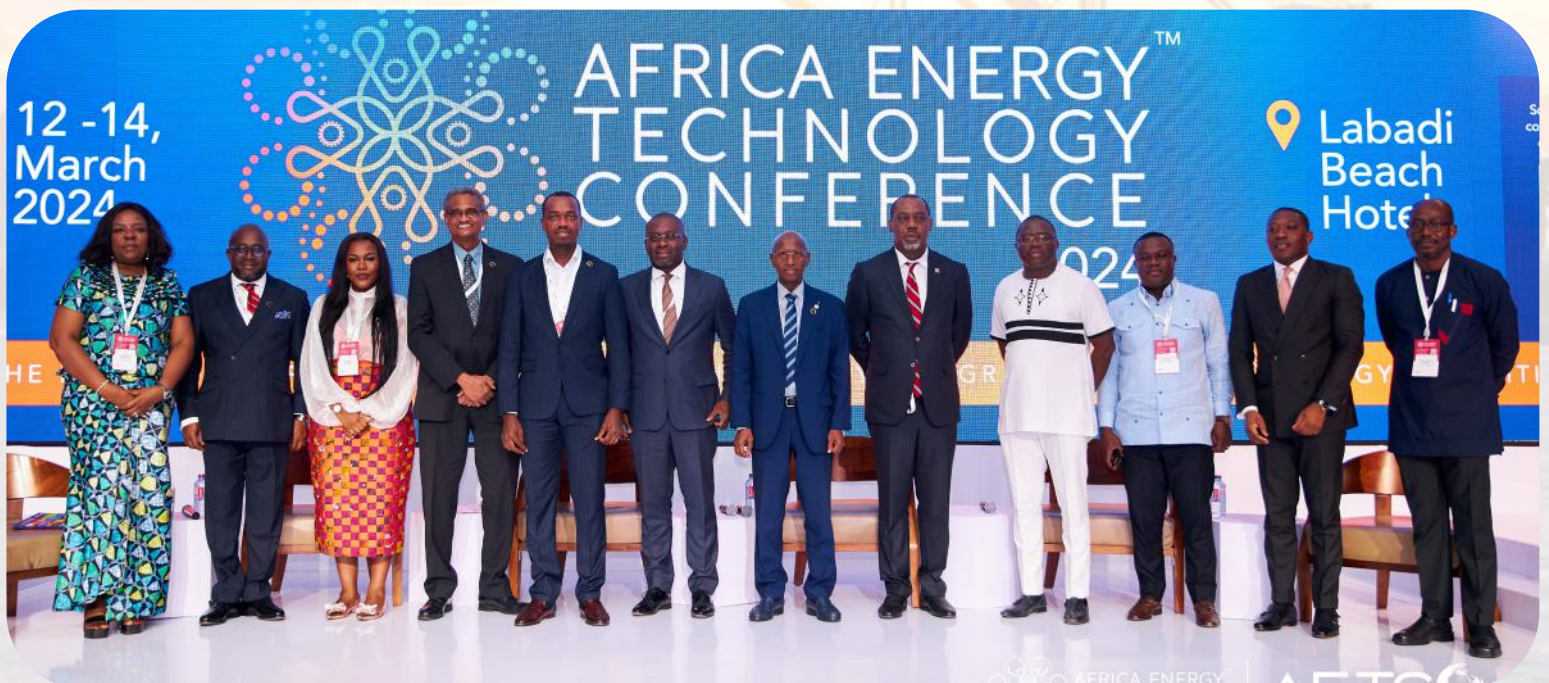
Première édition de Africa Energy Technology Conference à Accra

AETC-2024

L'APPO appelle à donner la priorité à l'accès à l'énergie pour le continent africain

LE RIDEAU EST TOMBÉ LE 13 MARS DERNIER SUR LA PREMIÈRE ÉDITION DE AFRICA ENERGY TECHNOLOGY CONFERENCE. LA CONFÉRENCE DE DEUX JOURS A RÉUNI DES REPRÉSENTANTS DE GOUVERNEMENTS, DES DÉCIDEURS POLITIQUES, DES ACTEURS DE LA TECHNOLOGIE DE L'ÉNERGIE ET DES GÉANTS DU PÉTROLE ET DU GAZ. LE **SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'APPO** A APPELÉ À UNE SYNERGIE D'ACTION, AFIN QUE LES PAYS AFRICAINS PUISSENT TIRER PARTI DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE, NON PAS COMME UNE CONTRAINTE MAIS COMME UNE OPPORTUNITÉ.

CONFÉRENCES



La priorité pour l'Afrique est-elle de garantir l'accès à l'énergie à près d'un milliard d'habitants qui en sont privés, ou de s'éloigner précipitamment des énergies fossiles ? C'était la principale question à l'ordre du jour de la Conférence africaine sur les technologies de l'énergie qui s'est tenue à Accra les 12 et 13 mars derniers. Organisée par le Centre Africain des Technologies de l'Énergie en collaboration avec le Ministère Ghanéen de l'Énergie, la conférence a discuté des opportunités d'investissement et de collaboration pour placer l'Afrique à l'avant-garde des technologies énergétiques. Les différentes allocutions et tables rondes ont réuni le who's who des personnalités africaines, spécialistes des questions énergétiques. Il est ressorti des déclarations et des débats que l'Afrique doit être capable de saisir l'op-

portunité de la Transition Énergétique pour prendre le contrôle total des financements, de la technologie et des marchés de l'industrie de l'énergie sur le continent.

L'APPO S'ENGAGE POUR UNE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE JUSTE

La question des opportunités d'investissement et de mécénat pour une Transition Énergétique Juste a été au centre des débats. S'exprimant lors de la cérémonie d'ouverture, le SG de l'APPO a souligné les défis auxquels est confronté le secteur de l'énergie en Afrique, tels qu'identifiés par une étude menée par l'APPO. Tout d'abord, il y a la question du financement de l'industrie pétrolière et gazière en Afrique. Alors que le continent a longtemps été dépendant des fonds étrangers,

les pays africains ont décidé d'apporter une solution à ce problème, en mettant en place la Banque Africaine de l'Énergie, dont la création a été annoncée par Dr. Farouk pour être achevée en 2024. En ce qui concerne les deux autres défis identifiés, à savoir la question de la technologie et la question des infrastructures et des marchés, Dr. Farouk a expliqué qu'ils sont liés à l'incapacité de l'Afrique à développer sa propre technologie, notant que la majeure partie du pétrole et du gaz produits sur le continent est exportée. En guise de solution, l'APPO a créé un cadre de coopération entre les acteurs de la recherche ainsi qu'un forum pour les dirigeants des différentes Sociétés Nationales des Hydrocarbures.

CONSTRUIRE UNE COLLABORATION ET DES PARTENARIATS POUR CONDUIRE L'AFRIQUE VERS UN AVENIR ÉNERGÉTIQUE DURABLE

Des partenaires tels que l'Organisation des Producteurs de Pétrole Africains, le Conseil Mondial de l'Énergie (Région Afrique), la Chambre Africaine de l'Énergie, la section du Ghana de la SPE, ont joué un rôle central dans l'élaboration de l'ordre du jour de la conférence et dans la facilitation d'engagements significatifs. Le Fonds d'investissement dans les revenus miniers (MIIF), l'Autorité du fleuve Volta (VRA), Tullow Ghana, Ghana National Gas Company Limited, Kosmos Energy et l'Autorité nationale du pétrole, pour n'en citer que quelques-uns, ont également apporté des contributions importantes, soulignant leur engagement à mener des initiatives en matière d'énergie durable. L'honorable Dr Matthew Opoku Prempeh, Ministre de l'Énergie du Ghana, a prononcé un discours liminaire, soulignant l'importance des efforts de collaboration pour relever les défis énergétiques et promouvoir le développement durable. Ses remarques ont fait écho au thème de la conférence, à savoir que l'Afrique mène la charge en matière d'intégration des technologies et des politiques énergétiques. Mme Emelia Akumah, Fondatrice et Présidente du Centre Africain des Technologies de l'énergie (AETC), a prononcé une allocution qui a trouvé un écho auprès des participants à la conférence annuelle 2024 de l'AETC. Avec un engagement fervent à faire progresser l'innovation et la durabilité énergétiques à travers le continent, les remarques de Mme Akumah ont souligné le rôle central de la collaboration et de l'inclusivité dans la transformation énergétique de l'Afrique. Elle a également mis l'accent sur l'impératif d'exploiter l'intégration de la technologie et des politiques pour catalyser une Transition Énergétique Juste en Afrique. Elle a souligné la mission de l'AETC de servir de catalyseur du changement, en donnant aux parties prenantes les moyens d'adopter des solutions d'énergie renouvelable, d'améliorer l'ac-



Vue du public à l'AETC

cess à l'énergie et d'atténuer l'impact environnemental.

DES PANELS RICHES ET DES DÉBATS ANIMÉS

La Conférence africaine sur les technologies de l'énergie a présenté une vingtaine de panels au cours desquels différents thèmes ont été abordés. S'exprimant lors de la première session, en séance plénière, le Secrétaire Général de l'APPO a indiqué que ce n'est pas le moment pour l'Afrique d'abandonner les énergies fossiles. « Nous avons besoin de plus de gaz et de plus de pétrole », a-t-il déclaré, soulignant que l'Afrique conduira sa Transition Énergétique à son propre rythme, et de la manière qu'elle choisira. Si l'occident a besoin de décarboner, dit Dr. Farouk, l'Afrique doit s'industrialiser. Pour ce faire, les pays africains doivent être en mesure de relever le défi de la domestication de leur pétrole et de leur gaz, d'autant plus que l'Afrique est, par ailleurs, le continent le moins pollué et donc le plus propre. Dr. Farouk a également mis à l'index la nécessité pour les pays africains de s'unir pour relever les défis, car, a-t-il dit, aucun pays ne pourra le faire seul. Il s'agit donc de mettre en synergie les efforts. Enfin, il a salué la vision des pionniers panafricains, dont le Ghanéen Kwame Nkrumah, à qui il a rendu hommage. Divers autres panels ont également abordé la question du nucléaire en Afrique ainsi que celles relatives au financement de la filière, au rôle important du gaz dans le processus de transition, ainsi qu'aux applications de l'intelligence artificielle pour optimiser la production pétrolière en amont. Tous ces échanges ont permis de résoudre la question initiale, à savoir que l'Afrique doit avant tout chercher à garantir l'accès à l'énergie à ses habitants. Et si, ce faisant, elle peut conduire sa transition énergétique, elle le fera. L'essentiel pour elle est d'assurer l'indépendance financière de ses projets énergétiques grâce à la mutualisation des moyens. De ce point de vue, l'avènement de la Banque Africaine de l'Énergie a été unanimement salué par les participants comme la panacée qui permettra au continent de tirer le meilleur parti de ses ressources naturelles, tout en les exploitant de manière durable.

Visite du Secrétaire Général de l'APPO en Libye

UNE DÉLÉGATION DU SÉCRÉTARIAT DE L'APPO CONDUITE PAR LE SÉCRÉTAIRE GÉNÉRAL, SON EXCELLENCE DR OMAR FAROUK IBRAHIM, A EFFECTUÉ EN JANVIER UNE VISITE EN LIBYE. DR. FAROUK A PROFITÉ DE L'OCCASION POUR ASSISTER AU LIBYA ENERGY AND ECONOMY SUMMIT À TRIPOLI. C'EST LE PREMIER ÉVÉNEMENT MAJEUR SUR LE PÉTROLE ET LE GAZ DANS LE PAYS DEPUIS PLUS D'UNE DÉCENNIE.

CONFÉRENCES

À u Ministère du Pétrole et du Gaz, où la délégation de l'APPO a été reçue par le Ministre Libyen du Pétrole et du Gaz, Son Excellence Mohamed Oun, et ses principaux collaborateurs, les discussions ont porté sur les développements de l'industrie pétrolière et gazière libyenne ainsi que sur la coopération et la collaboration entre les Pays Membres de l'APPO pour relever les défis imminents que la Transition Énergétique mondiale pose aux pays africains. Le Ministre Oun a félicité le Secrétaire Général de l'APPO et son équipe pour le professionnalisme qu'ils ont apporté à l'APPO depuis la réforme de l'APPA et pour leur engagement en faveur de l'excellence. L'équipe a également été reçue en audience par le Premier Ministre, Son Excellence Abdelhamid Dbeibah. Les discussions ont porté sur les actions de l'APPO pour relever les défis que la Transition Énergétique pose à ses Pays Membres. Dr Farouk a informé le Premier Ministre des initiatives prises par le Conseil des Ministres de l'APPO, notamment la création de la Banque Afri-

caine de l'Énergie, en partenariat avec Afreximbank, la création du Forum des PDG des Sociétés Nationales des Hydrocarbures des Pays Membres de l'APPO, ainsi que le Forum des Directeurs des Institutions de Recherche et Développement. Dr. Farouk a également félicité la Libye pour le paiement en temps opportun de ses cotisations annuelles. Il a appelé le Premier Ministre à soutenir la création de la Banque Africaine de l'Énergie par la ratification de l'Accord d'Établissement et par la souscription au capital social par la Libye suffisamment tôt pour le démarrage des activités de la Banque.

LE SOMMET LIBYEN SUR L'ÉNERGIE ET L'ÉCONOMIE 2024

L'un des temps forts de la visite a été la participation de la délégation de l'APPO au Libya Energy and Economy Summit 2024. Cet événement majeur a réuni l'ensemble du secteur de l'énergie et d'autres secteurs critiques de l'économie.



S.E. Dr Omar Farouk Ibrahim
SG/APPO



L'objectif de ce Sommet était de créer et de maintenir des partenariats pour les opportunités énergétiques et économiques. S'appuyant sur le succès de l'édition inaugurale de 2021, le sommet a été le premier événement majeur sur l'investissement à se tenir à Tripoli depuis une décennie. La Libye est, en fait, un important producteur mondial de pétrole et de gaz. Dans l'objectif d'accroître ses investissements par le biais de partenariats constructifs, le pays organise cet événement pour réunir les gouvernements du monde entier et le secteur privé afin d'envisager un programme de croissance et de conclure des accords et des partenariats.

CONSTRUIRE LA NOUVELLE LIBYE GRÂCE À L'ÉNERGIE

Les panels ont réuni des experts dans le domaine de l'énergie autour de différentes thématiques. Par exemple, une table ronde a permis aux opérateurs pétroliers et gaziers de discuter de l'importance de l'industrie énergétique libyenne et des projets envisagés pour l'industrie. L'objectif est clair : augmenter la production en attirant les investisseurs en amont et exploiter le potentiel gazier du pays. Mais comment parler de renouvellement énergétique sans évoquer le rôle essentiel des énergies renouvelables dans le soutien de la croissance économique ? Une session entière a été consacrée à ce thème. Il montre que la Libye a fait des progrès substantiels dans le domaine des énergies renouvelables

au cours des douze derniers mois. Ainsi, le pays a entamé des discussions avec Malte pour exporter des énergies renouvelables. Le groupe d'experts a évalué le potentiel inexploité de la Libye en matière d'énergies renouvelables, la compétitivité de sa législation et les possibilités de mieux encourager le secteur privé à investir dans ce créneau.

LIBÉRER LE POTENTIEL ÉNERGÉTIQUE DE LA LIBYE EN AMONT

Le financement de projets dans l'industrie en amont a également été au centre du sommet. Un panel a été consacré à l'identification de solutions pour attirer les investissements du secteur privé tout au long de la chaîne de valeur. Pour y parvenir, les projets doivent être compétitifs et bancables, avec la mise en place de nouveaux partenariats avec des institutions de crédit internationales. Enfin, en ce qui concerne les tendances énergétiques en Afrique du Nord, la Libye se veut au service de l'avenir de l'industrie. Ainsi, plusieurs domaines sont identifiés comme étant mûrs pour l'investissement et l'expansion, notamment le gaz naturel, la technologie, les champs pétroliers et gaziers et l'optimisation des infrastructures. Les discussions ont porté sur les activités en cours et les projets à venir, les investissements dans les infrastructures et la réponse des entreprises locales et internationales aux besoins futurs du secteur de l'énergie.

2ème réunion du Forum des Directeurs des Instituts de Formation O&G de l'APPO

L'APPO prête à relever le défi du développement des capacités pétrolières et gazières dans les Pays Membres

CONFÉRENCES

LA DEUXIÈME RÉUNION DU FORUM DES DIRECTEURS D'INSTITUTS DE FORMATION DU PÉTROLE ET DU GAZ DE L'APPO A EU LIEU LES 15 ET 16 MAI 2024 À ABUJA, AU NIGERIA. IL A ÉTÉ ORGANISÉ PAR LA NNPC ACADEMY, LA BRANCHE DE FORMATION DE LA NIGERIAN NATIONAL PETROLEUM COMPANY LIMITED.



La deuxième réunion du Forum des Directeurs des Instituts de Formation O&G de l'APPO s'est tenue sous la présidence du Vice-Président exécutif (services commerciaux) de la NNPC Ltd, Engr Inuwa Danladi, qui représentait le PDG du groupe, le géologue Mele Kolo Kyari. Plusieurs Pays Membres étaient représentés par les Directeurs de leurs Instituts de Formation et les Directeurs des Départements des Ressources Humaines des SNH et des Ministères. Cette importante rencontre a été le lieu de consolider les bases du Forum lancé le 21 juin 2023 à Skikda, en Algérie. En effet, la mission principale de l'APPO est d'utiliser les hydrocarbures comme catalyseur de la sécurité énergétique, du développement durable et de la diversité économique en Afrique. La création du Forum des Directeurs des Instituts de Formation O&G s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par l'Or-

ganisation pour relever l'un des défis imminents que la transition énergétique mondiale pose à l'industrie pétrolière et gazière africaine, car une étude majeure menée par l'APPO a révélé que les défis technologiques et de capacités humaines deviendront aigus en Afrique alors que le monde tente de s'éloigner des combustibles fossiles.

UNE CÉRÉMONIE D'OUVERTURE ANIMÉE

Dans son allocution d'ouverture, S.E. Dr. Omar Farouk Ibrahim, Secrétaire Général de l'APPO, a noté qu'une étude majeure menée par l'APPO sur l'avenir de l'industrie pétrolière et gazière en Afrique à la lumière de la Transition Énergétique a établi que l'industrie est confrontée à trois défis imminents en Afrique, alors que le monde poursuit la Transition Énergétique.

Il s'agit du défi du financement, de la technologie et de l'expertise et de l'infrastructure de marché et de l'énergie. Le SG a estimé que l'APPO s'attaque simultanément à ces trois défis, notant que pour le défi du financement, l'APPO s'est associée à l'Afreximbank pour créer la Banque Africaine de l'Énergie (AEB). Dr Farouk a fait le point sur le processus de création de l'AEB, affirmant que l'accord d'établissement et la charte de l'AEB seront signés par les organisations fondatrices, à savoir Afreximbank et APPO au début du mois de juin 2024. Il a en outre déclaré que le processus de sélection du siège de la Banque a atteint un stade avancé, car une équipe technique visitera et inspectera, avant la fin du mois de mai 2024, les bâtiments que les Pays Membres de l'APPO qui ont exprimé leur intérêt à accueillir la Banque proposent comme siège. Le SG a assuré que l'AEB se concentrera sur le financement de projets pétroliers et gaziers sur le continent africain, en particulier dans les Pays Membres de l'APPO. Il considère que l'AEB comble un énorme vide qui est apparu en raison de la résolution de ceux dont l'Afrique dépend depuis des siècles pour le financement des projets pétroliers et gaziers d'abandonner l'industrie, en particulier en Afrique. Dr Farouk a également déclaré que l'APPO se penche sur la fourniture d'infrastructures énergétiques transfrontalières, interrégionales et continentales pour faciliter le commerce de l'énergie entre nations africaines. Il a déploré les échanges commerciaux dans le domaine de l'énergie quasi inexistantes entre nations et peuples africains, affirmant que le Système d'Oléoducs de l'Afrique Centrale, CAPS, qui est envisagé par l'APPO et le CABEF avec le soutien de la plupart des États d'Afrique Centrale, transformera le paysage énergétique de l'Afrique Centrale. Le projet, a-t-il dit, reliera onze États d'Afrique Centrale par des oléoducs et des gazoducs. Dr. Farouk a félicité l'Afrique de l'Ouest pour le gazoduc transsaharien et le gazoduc ouest-africain. S'exprimant sur le défi de la technologie et de l'expertise, Dr Farouk a souligné que l'APPO a créé le Forum des Directeurs des Centres de Recherche et Développement et d'Innovation qui a tenu sa réunion inaugurale à Luanda du 16 au 19 avril 2024. Les deux forums sont des lieux de rencontre où les parties prenantes doivent partager leurs réflexions sur les défis auxquels la formation, la recherche et développement du secteur pétrolier et gazier sont confrontés sur le continent afin de proposer divers modèles de coopération, de collaboration et de mise en commun des ressources. A sa suite, M. Abdelkader Guenoune, Directeur Général de l'Institut Algérien du Pétrole, IAP, qui a présidé la réunion inaugurale du Forum des Directeurs à Skikda, a déclaré qu'il ne s'agit pas seulement d'identifier les besoins de formation, mais aussi de concevoir des stratégies concrètes qui permettent

aux individus et aux organisations de prospérer dans un paysage en évolution rapide. Mme Folashade Adekeye, Directrice de NNPC Academy, qui a pris la direction du Forum lors de la réunion, a mis l'accent sur l'optimisation des réalisations, la mise en œuvre des recommandations et la promotion de la recherche et développement, de l'innovation, de l'excellence des performances et des meilleures pratiques. Dans son allocution, M. Danladi Inuwa, représentant M. Melo Kolo Kyari, a réaffirmé l'engagement de la NNPC à soutenir continuellement l'industrie et à investir dans la formation. En outre, a-t-il souligné, l'Afrique doit gérer l'industrie pétrolière et gazière sur la base des trois mots clés suivants : fiabilité, accessibilité et durabilité.

UN ORDRE DU JOUR INSPIRANT

La réunion s'est déroulée sous la présidence de Mme Folashade Adekeye, Directrice de la NNPC Academy. Les participants se sont d'abord penchés sur les recommandations de la réunion inaugurale qui s'est tenue les 21 et 22 juin 2023 à Skikda, en Algérie. Le Secrétariat de l'APPO a rendu compte de la création du Groupe de Travail avec des missions spécifiques. Ainsi, le Président du Forum a présenté un rapport suivi de celui des délégués des Pays Membres sur les activités mises en œuvre à la suite de la réunion inaugurale. Il était gratifiant de noter le plein fonctionnement du Forum, puisque de nombreuses activités de collaboration ont été lancées, notamment des collaborations entre plusieurs Pays Membres et l'Institut Algérien du Pétrole (IAP). Concernant l'harmonisation et la normalisation de la formation professionnelle des techniciens, la réunion a souligné la nécessité d'intensifier la formation professionnelle afin de fournir des techniciens compétents pour l'industrie, tout en améliorant les programmes éducatifs et en ajoutant de nouvelles disciplines pour répondre aux besoins changeants de l'industrie. En outre, le Forum a discuté de la nécessité d'une plus grande collaboration entre l'industrie et les établissements d'enseignement supérieur pour s'assurer que les besoins de l'industrie pétrolière et gazière sont reflétés dans les programmes et les disciplines enseignées dans les universités africaines. Il a également convenu de l'impératif, pour les établissements de formation du pétrole et du gaz, les centres de R&D et les universités, de développer des programmes de troisième cycle au profit de ces institutions afin de pouvoir créer des formations mieux adaptées aux besoins de l'industrie. D'autres points non moins importants tels que la formation certifiante APPO et la formation des formateurs ont également été abordés. Les réflexions se poursuivent et la prochaine réunion du Forum est prévue en 2025 en Côte d'Ivoire.

Participation au MMEC 2024

L'APPO est prête pour accueillir le Mozambique

À MAPUTO, LORS DE SA PARTICIPATION À LA MOZAMBIQUE MINING & ENERGY CONFERENCE, QUI S'EST TENUE LES 2 ET 3 MAI 2024, SON EXCELLENCE DR. OMAR FAROUK IBRAHIM A INVITÉ LE PAYS DE SON EXCELLENCE FILIPE JACINTO NYUSI À REJOINDRE L'APPO, POUR TENIR LE PARI DE LA SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DU CONTINENT AFRICAIN.

CONFÉRENCES



Plus les pays africains seront nombreux à se donner la main, mieux ils seront à même de relever les défis qui se posent à eux. C'est conscient de cet impératif que l'APPO reste ouverte à l'adhésion de pays partageant sa vision. Dans son discours lors de la cérémonie d'ouverture du Mozambique Mining & Energy Conference, S.E. Dr Omar Farouk Ibrahim a invité le Mozambique à rejoindre l'Organisation. Déplorant le fait que, pendant trop longtemps, les pays africains ont été contraints d'abandonner leurs voisins et de chercher des partenariats à l'extérieur, même lorsque leurs voisins pouvaient fournir ce qu'ils recherchaient, le SG a salué les changements en cours, pour le mieux sur le continent. Aussi, a-t-il indiqué que l'adhésion du Mozambique ne pourra qu'apporter une plus-value notable, contribuant à la mise

en commun des ressources pour le contrôle de l'industrie pétrolière et gazière continentale.

L'APPO ET SES PAYS MEMBRES AU FRONT

Le SG a fait savoir que l'APPO ne conteste pas la science du changement climatique, non pas parce qu'elle y croit, mais parce qu'elle n'est pas en mesure de prouver que tout ce qui est avancé est faux. Pour relever le défi, a-t-il déclaré, l'Afrique, avec ses 125 milliards de barils de pétrole prouvés et plus de 600 milliards de pieds cubes de réserves de gaz prouvées dans le sol, avec la plus grande proportion de sa population vivant dans la pauvreté énergétique, ne peut pas se permettre d'abandonner ces ressources.



S.E. Dr Omar Farouk Ibrahim
SG/APPO

Le continent doit, au contraire, être en mesure de prendre le contrôle total de toutes les activités de l'industrie, du financement à la technologie en passant par les infrastructures du marché de l'énergie. Sur ces différents aspects, l'APPO a pris des mesures concrètes. Pour relever le défi du financement, l'Organisation a conclu un partenariat avec l'Afreximbank pour créer la Banque Africaine de l'Énergie (AEB). En ce qui concerne le défi de la technologie et de l'expertise, le Secrétaire Général a déclaré que l'APPO et les Sociétés Nationales des Hydrocarbures (SNH) des Pays Membres travaillent à la création de centres d'excellence régionaux dans divers secteurs de l'industrie pétrolière et gazière. Le Forum des PDG des SNH, le Forum des Directeurs des Centres de Recherche & Développement et d'Innovation dans le secteur pétrolier et gazier et le Forum des Directeurs des Instituts de Formation du Pétrole et du Gaz entrent dans cette dynamique. Enfin, pour ce qui est des marchés, il a souligné que l'APPO s'engage à créer l'infrastructure énergétique qui facilitera la circulation de l'énergie à travers les frontières, les régions et le continent. Dr Farouk a cité en appui les projets de gazoducs transsaharien et ouest-africain. Il a aussi évoqué le Système d'Oléoducs d'Afrique Centrale (CAPS), un projet qui reliera onze États d'Afrique Centrale par des gazoducs de brut, de produits et de gaz, et pour lequel l'APPO s'associe au CABEF.

ARRÊTEZ DE JOUER LES NÉCESSITEUX !

Le discours de S.E. le SG de l'APPO a été un véritable cri de cœur lancé à l'endroit du peuple africain, notamment

de ses représentants dans les négociations mondiales sur le changement climatique. « Arrêtez d'être des mendiants ! » a martelé Dr Farouk. À son sens, les Africains ne devraient plus espérer impatiemment une pitance dérisoire de la part des pays du Nord qui ont détruit l'atmosphère, un patrimoine commun à l'humanité entière, en la polluant avec plus de 2 500 gigatonnes d'émissions sur une période de 150 ans. « Au lieu d'attendre avec impatience de recevoir de l'aide sous la forme d'un financement climatique, quel que soit le nom que vous lui donnez : adaptation et atténuation ou pertes et dommages, demandez aux pays qui ont créé le gâchis d'utiliser le fonds pour le climat pour nettoyer le gâchis qu'ils ont créé », conseille le SG. La méthodologie qu'il suggère consiste à investir ces fonds dans des technologies qui serviront à l'élimination du carbone de l'atmosphère. Pour lui, la suppression de seulement 25 % des émissions héritées permettra d'écarter le danger imminent auquel le monde est aujourd'hui confronté. L'Afrique pourra alors utiliser ses richesses en combustibles fossiles pour s'industrialiser. « Nous ne devons pas nous laisser bernier en croyant que les énergies renouvelables peuvent industrialiser l'Afrique, pas au cours de ce siècle », a conclu le Dr Farouk. La demande adressée à Maputo pour rejoindre l'APPO a été réitérée lors d'une audience avec le Ministre Mozambicain des Ressources Minérales et de l'Énergie, Son Excellence Carlos J. Zacarias. Ce dernier n'a pas manqué de marquer son adhésion complète pour la création de la Banque Africaine de l'Énergie. Avant de quitter le Mozambique, la délégation de l'APPO a visité la centrale thermoélectrique à gaz de Maputo.

26e Congrès Mondial de l'Énergie à Rotterdam

Repenser l'énergie pour les personnes et la planète

CONFÉRENCES

TENU DU 22 AU 25 AVRIL 2024 À ROTTERDAM, AUX PAYS-BAS, LE 26E CONGRÈS MONDIAL DE L'ÉNERGIE A ÉTÉ CO-ORGANISÉ PAR LE MINISTÈRE NÉERLANDAIS DE L'ÉCONOMIE ET DE LA POLITIQUE CLIMATIQUE ET LE CONSEIL MONDIAL DE L'ÉNERGIE (WEC). AU COURS DE LA CONFÉRENCE, DES PARTICIPANTS D'HORIZONS DIVERS ONT PRIS PART À DES DISCUSSIONS IMPORTANTES, PARTAGÉ DES IDÉES ET FORGÉ DES PARTENARIATS SUSCEPTIBLES DE CATALYSER LE CHANGEMENT SUR LA SCÈNE ÉNERGÉTIQUE MONDIALE.

Le Secrétaire Général de l'APPO S.E. Dr Omar Farouk Ibrahim, qui assure également la présidence régionale du WEC pour l'Afrique, a conduit la délégation africaine à la 26e édition du Congrès Mondial de l'Énergie. Ensemble, les participants ont abordé la question centrale qui est de repenser l'énergie pour les personnes et la planète. Chaque session a fait écho à l'urgence de cette tâche, et les stratégies discutées promettent non seulement de transformer les systèmes énergétiques, mais aussi d'assurer un avenir énergétique durable et équitable pour tous. La participation et l'engagement de tous étaient essentiels, que ce soit en participant à un panel, en présentant les innovations dans le hall d'exposition, ou en participant aux réunions bilatérales toujours axées sur le thème du

congrès. Le monde a été invité à repousser les limites et à conduire le changement, en veillant à ce que les idées et les engagements pris lors du congrès conduisent à des actions tangibles.

L'AFRIQUE POUR UNE TRANSITION JUSTE ET ÉQUITABLE

Le Secrétaire Général de l'APPO, en sa qualité de Président du WEC pour la Région Afrique, a présenté la position de l'Afrique sur la Transition Énergétique. S.E. Dr. Omar Farouk Ibrahim a souligné que l'Afrique n'est pas contre la Transition Énergétique mais le continent ne peut pas avancer au même rythme que les autres déjà développés dans cette course vers les énergies renouvelables,



car l'Afrique ne peut sortir de la pauvreté sous toutes ses formes sans énergie, notamment les énergies fossiles, utiles pour son industrialisation. Le continent africain n'est donc pas prêt à abandonner ses richesses, son pétrole et son gaz, ici et maintenant, pour une quête d'énergies renouvelables. Il a déclaré que les responsables des émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, qui sont des pays développés, disent vouloir donner à l'Afrique des fonds pour le climat, l'atténuation, l'adaptation, les pertes et dommages, à condition qu'elle cesse d'utiliser les ressources dont elle dispose, à savoir les combustibles fossiles.

TROUVER DES ALTERNATIVES À L'ABANDON DES ÉNERGIES FOSSILES

Contrairement aux pays développés, pour lesquels la Transition Énergétique ne pose que des problèmes de confort, le continent africain, lui, fait face à des défis existentiels, ex-

plique Dr Farouk. Il a donc transmis le message de l'Afrique selon lequel le monde devrait envisager toutes les options possibles pour relever le défi climatique, la principale étant de poursuivre le développement et le déploiement des technologies CDR, qui rendront le pétrole et le gaz plus respectueux de l'environnement. Dr Farouk a appelé les pays développés qui sont en grande partie responsables du défi climatique actuel à s'engager à dévelop-



per et à déployer des technologies CDR pour éliminer 20 à 25 % des 2500 gigatonnes d'émissions que leur industrialisation a imputées à l'atmosphère. Il a fait valoir que lorsque 20% des émissions seront retirées de l'atmosphère, cela permettra à l'Afrique d'utiliser les combustibles fossiles de manière équitable, de s'industrialiser et d'élever le niveau de vie de sa population. Selon Dr Farouk, les énergies renouvelables ne peuvent pas fournir à l'Afrique l'énergie dont elle aura besoin pour s'industrialiser et sortir sa population de la pauvreté à court et moyen terme. Le Congrès mondial de l'énergie a accueilli près de 7 000 délégués et 100 exposants sur 30 000 m² d'espace d'exposition. Il a attiré environ 18 000 participants sur quatre jours, dont des ministres et des représentants de plus de 150 pays du monde entier.

Table ronde de l'APPO sur le torchage du gaz et les émissions fugitives de méthane

L'APPO s'engage pour une exploitation durable et respectueuse de l'environnement du pétrole et du gaz par ses Pays Membres

Les Pays Membres de l'APPO s'efforcent de réduire le torchage du gaz et les émissions de méthane dans leurs opérations, tant pour le bien de leur propre population que pour le bien de l'humanité. C'est le leitmotiv qui a prévalu lors de la table ronde de deux jours consacrée à la question, à Accra, les 21 et 22 mai 2024. La réunion a été organisée par le Secrétariat de l'APPO en collaboration avec la Commission pétrolière du Ghana. La table ronde a commencé par une visite de certaines installations industrielles sélectionnées au Ghana. Il s'agit de la centrale électrique de Sunon Asogli et de la raffinerie de pétrole de Tema. La session plénière a ensuite commencé par une cérémonie d'ouverture, au cours de laquelle le Secrétaire Général de l'APPO, S.E. Dr. Omar Farouk Ibrahim, a salué les efforts des Pays Membres pour réduire le torchage du gaz et les émissions fugitives de méthane dans leurs opérations. Il a invité les participants à donner la priorité, dans leur prise de décision, aux intérêts de près

d'un milliard d'Africains, principalement en Afrique subsaharienne, qui n'ont pas accès aux énergies modernes. En ce sens, a-t-il déclaré, le méthane récupéré ainsi que le gaz brûlé devront être utilisés pour améliorer la situation énergétique sur le continent.

UN AXE DE RÉFLEXION PRIORITAIRE DE L'APPO

L'initiative de cette table ronde intervient en réponse à plusieurs exigences liées à la protection de l'environnement, et visant à assurer la continuité de l'exploitation du pétrole et du gaz dans des conditions respectueuses de l'environnement, de financer les budgets des différents pays dotés de ressources pétrolières et gazières. Le Secrétariat de l'APPO, sur la base donc des dispositions de l'Accord Cadre de Coopération et d'Assistance Mutuelle et de sa Stratégie à long terme a, en amont, initié un certain nombre de plateformes d'échange et de partage d'expériences



et de stratégies, de coopération et de collaboration dans divers domaines de l'industrie pour relever les défis posés par la transition énergétique. Il est alors naturellement apparu que la réduction du torchage de gaz et des émissions fugitives de méthane font partie des voies prioritaires pour l'industrie pétrolière et gazière afin de contribuer à la réduction des émissions de Gaz à effet de Serre (GES) et à l'atténuation des changements climatiques. Ainsi, le Forum des PDG des SNH de l'APPO insiste sur le fait que les investissements dans le secteur pétrolier et gazier doivent se poursuivre dans un contexte d'amélioration par l'industrie de ses références environnementales et de réduction des émissions.

UNE RENCONTRE DE PROFESSIONNELS ET DE SPÉCIALISTES

L'objectif de l'organisation de cette table ronde est de mettre les participants au courant des derniers développements et stratégies sur la façon de minimiser le torchage du gaz et les émissions de méthane dans les opérations de l'industrie pétrolière et gazière. En outre, la table ronde a fourni une plate-forme pour examiner des études de cas et des meilleures pratiques, échanger des connaissances et des expériences et formuler une stratégie commune de réduction des émissions afin que les ressources pétrolières et gazières africaines continuent d'être exploitées de manière durable. La table ronde a réuni des experts et des opérateurs de l'industrie pétrolière et gazière. Ceux-ci proviennent entre autres des ministères en charge des hydrocarbures, des

compagnies pétrolières nationales, des sociétés de services pétroliers et gaziers, des régulateurs de l'énergie et des universités.

DES PANELS ENRICHISSANTS

La séance de travail a été présentée en sept sessions, inaugurées par un panel ministériel sur les stratégies gouvernementales pour éliminer le torchage de gaz de routine et les émissions de méthane. Les autres sessions ont porté sur le rôle des cadres réglementaires et des régulateurs dans le contrôle du torchage du gaz et des émissions de méthane, les options de réduction du torchage du gaz et de monétisation du gaz associé, les mesures appliquées pour éliminer les émissions fugitives de méthane ainsi que le torchage du gaz et la détection, la surveillance et la quantification des émissions de méthane. Une session a été consacrée à des études de cas sur les approches des Pays Membres en matière de gestion du torchage du gaz et des émissions de méthane. Le dernier panel a permis d'exposer les points de vue des exploitants sur le torchage du gaz et la gestion des émissions de méthane. Les délégués et participants des Pays Membres de l'APPO ont réaffirmé leur engagement à relever les défis du torchage du gaz et des émissions fugitives de méthane, par le biais d'efforts de collaboration, de politiques solides et de solutions innovantes, visant à protéger l'environnement, à optimiser l'utilisation des ressources et à contribuer aux efforts mondiaux d'atténuation du changement climatique. Ils invitent les acteurs de l'industrie à se joindre à cet effort impératif.

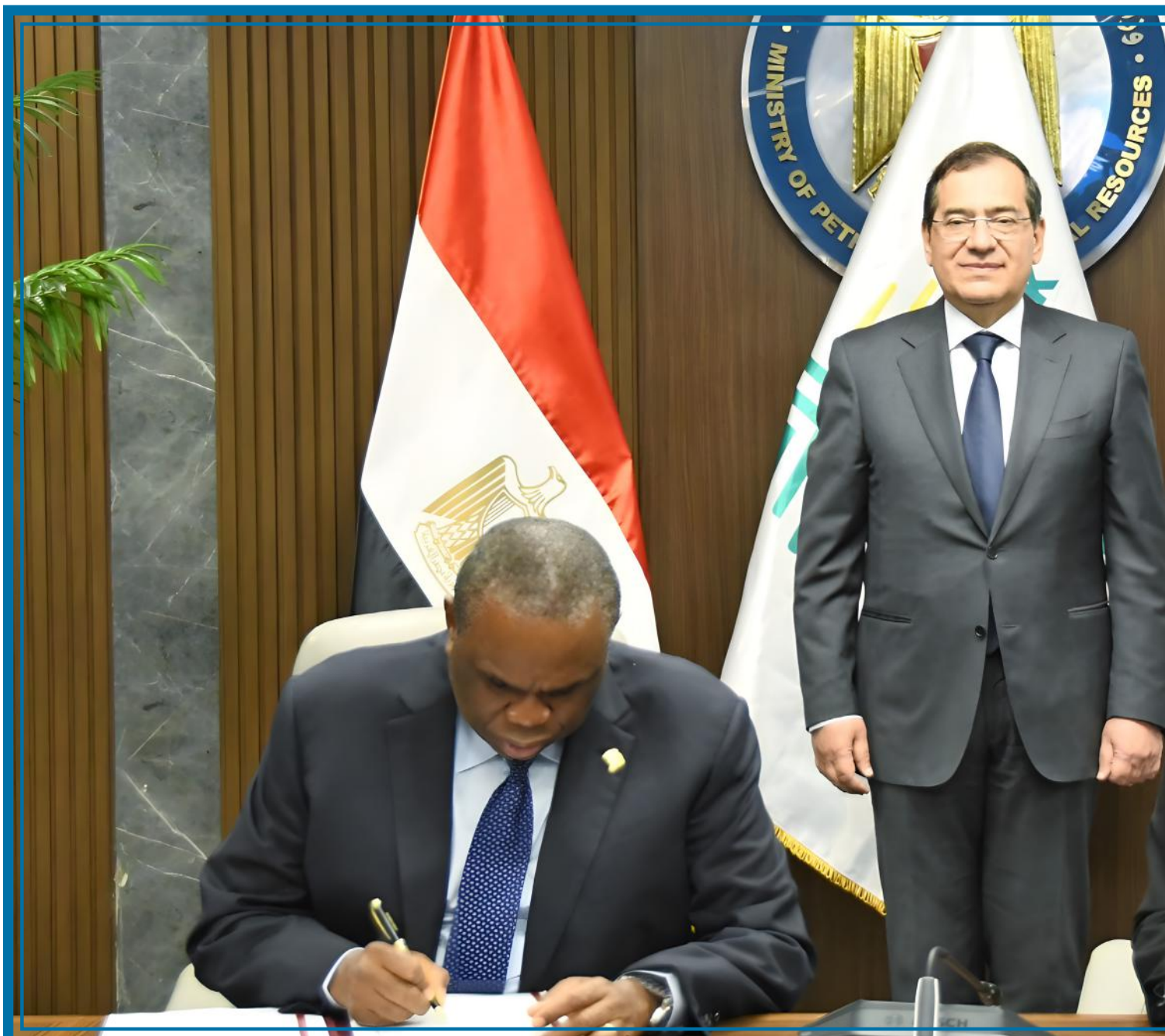
Le PDG de la GPC, M. Egbert Faibille Jnr, tout en souhaitant la bienvenue aux délégués à la Table Ronde, a souligné l'importance de la coopération et de la collaboration entre les producteurs africains de Pétrole et de Gaz pour relever les défis communs qui se posent à l'industrie sur le continent. Il a salué les efforts de l'APPO qui a réuni de nombreux pays producteurs de Pétrole et de Gaz au Ghana, pour relever le défi commun du torchage du gaz et des émissions fugitives de méthane. Faibille Jnr a souligné le rôle clé des régulateurs de l'industrie dans la marche vers le soutien de l'industrie pétrolière et gazière africaine à l'ère de la Transition Énergétique.



LA BANQUE AFRICAINNE DE L'ÉNERGIE

*Afreximbank et l'APPO marquent l'histoire
en signant l'Accord d'Établissement et la
Charte de la Banque*

À LA UNE



LES ÉTATS AFRICAINS PRENNENT ENFIN LEUR DESTINÉE EN MAIN EN MATIÈRE DE FINANCEMENT DE L'EXPLOITATION DE LEURS RESSOURCES PÉTROLIÈRES ET GAZIÈRES. C'EST LE SENS À DONNER À LA CÉRÉMONIE DE SIGNATURE HISTORIQUE, QUI MARQUE L'ACHÈVEMENT ET LA FINALISATION OFFICIELLE DES DOCUMENTS FONDATEURS DE LA BANQUE AFRICAINE DE L'ÉNERGIE PAR LES DEUX INSTITUTIONS FONDATRICES DE LA BANQUE, LA BANQUE AFRICAINE D'IMPORT-EXPORT, AFREXIMBANK ET L'ORGANISATION DES PRODUCTEURS DE PÉTROLE AFRICAINS, APPO.



La cérémonie qui a eu lieu le 03 juin 2024 au Caire, a été présidée par S.E. Ing. Tarek El Molla, Ministre du Pétrole et des Ressources Minérales de la République Arabe d'Égypte. L'APPO et Afreximbank ont signé l'Accord d'Établissement et la Charte de l'AEB, les déclarant ouverts à la signature et à la ratification par les 18 Pays Membres de l'APPO. Le Professeur Benedict Oramah, Président et Président du Conseil d'Administration de Afreximbank et Dr Omar Farouk Ibrahim, Secrétaire Général de l'APPO, ont signé l'Accord d'Établissement et la Charte de la Banque Africaine de l'Énergie au nom de leurs institutions respectives. La cérémonie de signature conclut deux ans de négociations et de préparatifs par les deux parties ayant signé un protocole d'accord en mai 2022 en vue de la création de l'AEB. L'AEB a été créée pour faire face à la crise de financement de l'industrie pétrolière et gazière africaine, déclenchée par la Transition Énergétique mondiale. Les financiers traditionnels, sur lesquels l'Afrique s'est appuyée pendant des décennies, retirent leur soutien, en particulier en Afrique, invoquant les préoccupations liées au changement climatique comme principale raison.

UN JOUR HISTORIQUE POUR LE CONTINENT

S.E. Ingénieur Tarek El Molla, qui est également membre du Conseil des Ministres de l'APPO, a déclaré : « C'est un grand honneur d'assister à la création de la Banque Africaine de l'Énergie. Ce moment marque une étape importante dans le cheminement de notre continent vers l'indépendance énergétique et le développement durable. En exploitant nos ressources et notre expertise, nous ouvrons la voie à un avenir plus brillant et plus prospère pour tous les Africains. La collaboration entre Afreximbank et l'APPO témoigne de notre engagement inébranlable à alimenter la croissance de l'Afrique et à assurer la sécurité énergétique pour les générations futures. Je suis convaincu que cette nouvelle institution grandira pour servir la cause de l'Afrique et de ses peuples. Je félicite l'équipe de négociation et, au nom du Conseil des Ministres de l'APPO, je félicite l'équipe ». Commentant l'événement, le Professeur Benedict Oramah a déclaré : « Aujourd'hui marque un jour historique pour notre continent. Nous sommes honorés d'avoir collaboré avec l'APPO à la création de la Banque Africaine de l'Énergie.

Nous vivons une période difficile où nous devons nous efforcer de trouver le juste équilibre entre les impératifs d'atténuation du changement climatique et l'urgence d'éviter les bouleversements sociaux résultant de conditions économiques et financières de plus en plus difficiles en Afrique. Pour nous, à Afreximbank, nous sommes extrêmement fiers de co-investir dans ce nouveau véhicule et d'assumer le rôle de premier plan en conseillant sur le processus de gestion et de mise en œuvre, le lancement opérationnel devant commencer en juillet. » Le Professeur Oramah a ajouté : « Il s'agit vraiment d'un effort conjoint et nous sommes immensément reconnaissants aux membres et à la direction de l'APPO pour leur collaboration avec Afreximbank, car nous sommes impatients de poursuivre cet effort pour répondre aux besoins de l'APPO. les besoins urgents d'un continent et de ses habitants.

METTRE FIN À LA DÉPENDANCE VIS-À-VIS DES FINANCEMENTS EXTRA-AFRICAINS

Dr Omar Farouk Ibrahim a noté que l'AEB est la réponse de l'Afrique au défi de financement imminent que le changement de paradigme mondial des combustibles fossiles vers les énergies renouvelables - appelé par euphémisme la Transition Énergétique - pose à l'industrie pétrolière et gazière en Afrique : « Pendant trop longtemps, l'industrie pétrolière et gazière africaine a été dépendante des financements extra-africains. Nous en sommes venus à considérer le financement étranger de nos projets pétroliers et gaziers comme acquis, jusqu'à ce que l'avènement de la Transition Énergétique nous fasse réaliser que ceux dont nous dépendions depuis de nombreuses décennies ont décidé de nous abandonner.



Échange de parapheurs entre le Prof. Benedict Oramah (Afreximbank) et le Dr. Omar Farouk Ibrahim (APPO)



Photo de groupe à l'issue de la signature des documents fondateurs de la Banque Africaine de l'Énergie

Le Secrétaire Général a fait valoir que l'Afrique ne peut pas se permettre d'abandonner le pétrole et le gaz à la hâte alors que la plus grande partie de sa population vit sans accès à l'énergie. Dr Farouk a félicité le Professeur Oramah pour son leadership exemplaire et son engagement envers la cause du continent africain. Il a également noté que l'idée de l'AEB a été conçue et incubée au Caire lorsque S.E. Ing El Molla a accueilli les deux institutions en décembre 2020.

5 MILLIARDS DE DOLLARS AMÉRICAINS EN CAPITAL

L'objectif principal de l'AEB est de combler le vide imminent que le retrait du financement des projets pétroliers et gaziers en Afrique par les financiers traditionnels pourrait causer à l'industrie. Avec plus de 125 milliards de barils de réserves prouvées de pétrole brut et plus de 600 000 milliards de pieds cubes de réserves prouvées de gaz, et d'autres dé-

couvertes sont en cours ; il n'est pas logique que l'Afrique abandonne ces énergies alors qu'elle a la plus grande proportion de la population mondiale vivant sans accès à l'énergie moderne. Bien que l'AEB se concentre principalement sur le financement de projets pétroliers et gaziers, il ne doit pas fermer ses portes aux projets d'énergie renouvelable. L'AEB s'efforcera d'exploiter toutes les formes d'énergie pour assurer l'éradication de la pauvreté énergétique en Afrique. Bien que lancée par l'Afrique, l'actionnariat est ouvert à tous les investisseurs qui partagent la mission et la vision de la Banque. L'AEB a été structurée comme une banque panafricaine de développement énergétique indépendante et supra-nationale dotée d'un capital initial de 5 milliards de dollars. Avec la signature des documents d'établissement par les deux institutions fondatrices, il ne reste plus qu'à ce qu'au moins deux pays membres signent et ratifient les documents d'établissement pour que la Banque puisse décoller.

Trois questions à... Zakaria DOSSO, Directeur Général AEICORP



APPO Magazine : Pourquoi était-il temps pour l'Afrique de créer une Banque dédiée au secteur de l'énergie ?

Zacharia Dosso : C'est un fait bien connu qu'une grande proportion des populations africaines est confrontée à la pauvreté énergétique, ce qui est totalement en contradiction avec les énormes ressources énergétiques dont dispose le continent. L'ensoleillement est prononcé (en moyenne plus de 320 jours d'ensoleillement par an), le vent, la ressource éolienne est disponible principalement dans les régions orientales et montagneuses d'Afrique australe ainsi que dans une bonne partie de l'Afrique du Nord, certains fleuves ont d'énormes potentiels pouvant répondre aux besoins de l'ensemble du continent, des pays comme le Niger ont d'énormes réserves d'uranium pour l'énergie nucléaire, et de nombreux pays ont du gaz et du pétrole et les découvertes se poursuivent. Malheureusement, pour pouvoir exploiter ces ressources énergétiques, des ressources financières importantes sont nécessaires pour répondre à nos besoins croissants dus à la croissance démographique. Ceux qui produisent nos combustibles fossiles, par exemple, les exportent à l'état brut pour répondre à leurs besoins. Ainsi, le marché africain local

est laissé pour compte au profit des populations de ceux qui ont les ressources financières pour exploiter nos ressources. En plus de ce fait, dans ce contexte de Transition Énergétique, le financement des énergies fossiles commence à se raréfier alors qu'un bon nombre de nos États ont leur économie basée sur les revenus de l'exploitation des hydrocarbures. Cette dépendance financière est en soi une menace réelle pour ces économies et un obstacle à l'amélioration de l'accès de nos populations aux sources d'énergie modernes. Il fallait donc que nos dirigeants mettent en place un système qui puisse combler ce vide et, surtout, permettre de prendre en main ce secteur énergétique hautement stratégique. En janvier 2019, l'APPO a réformé son « Fonds APPA pour la Coopération Technique » en Société Africaine d'Investissement en Énergie (AEICorp) avec un capital autorisé d'un milliard de dollars pour pouvoir doter le continent d'une institution multilatérale de financement du développement. Par la suite, APPO a décidé en mai 2022 d'entrer en partenariat avec Afreximbank pour créer la Banque Africaine de l'Énergie. La Banque Africaine de l'Énergie est un projet beaucoup plus ambitieux car nous comptons mobiliser un capital initial de 5 milliards de dollars, qui peut croître très rapidement compte tenu des besoins énormes du secteur. En résumé, la Banque financera l'exploitation des ressources énergétiques du continent pour donner la priorité au marché intérieur et endiguer les menaces que la Transition Énergétique fait peser sur nos économies. Elle permettra à l'Afrique de suivre son propre agenda en matière de Transition Énergétique.

A.M. : Qui peut bénéficier des services de la Banque ?

Z.D. : Son Accord d'Établissement stipulant que son objectif est de faciliter, promouvoir et financer le développement des secteurs pétrolier, gazier et énergétique des États signataires, les premiers bénéficiaires des services de la Banque seront bien entendu les États ayant ratifié ses textes fondamentaux. Aussi, tout acteur opérant dans les secteurs susmentionnés, c'est-à-dire les entreprises nationales opérant dans les secteurs des hydrocarbures et de l'énergie, et toute entité, tant privée que publique, ayant un impact sur le développement de ces secteurs dans les États Membres de la Banque. La Banque sera une banque de développement, c'est-à-dire qu'elle financera ou assistera principalement des projets de développement économique.

A.M. : Quelles sont les prochaines étapes du processus de lancement effectif des activités de la Banque ?

Z.D. : Les Documents Fondateurs étant signés par les deux institutions fondatrices depuis le 03 juin dernier, il reste à les mettre à la disposition des Pays Membres pour signature et ratification. Ce n'est qu'après la ratification qu'un État devient effectivement membre de la Banque. Dans le même temps, le processus de choix du pays de siège est en cours. Un Comité Ministériel a été mis en place et est composé de trois Pays Membres de l'APPO (Angola, Libye et Sénégal), du Venezuela et de Afreximbank. La mission de ce Comité est d'examiner les candidatures des six pays ayant manifesté un intérêt pour abriter le siège de la Banque, à savoir, l'Algérie, le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Nigeria et l'Afrique du Sud, et de soumettre une recomman-

ation à une Session Extraordinaire du Conseil des Ministres de l'APPO pour la décision finale. Une autre action très importante pour l'opérationnalisation de la Banque est la mobilisation de fonds pour son capital d'amorçage. Les Pays Membres de l'APPO seront les principaux contributeurs aux côtés d'Afreximbank pour ces fonds d'amorçage. Le Conseil des Ministres de l'APPO a alloué à chaque Pays Membre le montant minimum de 83,33 millions de dollars en tant que part de la capitalisation de la Banque et nous travaillons au recouvrement de ces sommes que nous espérons que les pays décaisseront progressivement. Certains pays, comme le Nigeria, l'Angola et le Ghana, ont déjà commencé à procéder au paiement. Le calendrier des activités comprend également le recrutement du personnel clé qui travaillera avec des consultants pour le développement, l'achat et la mise en œuvre de tous les outils opérationnels de la Banque.

Le paysage énergétique africain avec la création de l'AEB

À L'HEURE OÙ LE MONDE EST CONTRAINT D'EMBRASER LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE, L'AFRIQUE EST CONFRONTÉE À UN DÉFI DE TAILLE, CAR LA PLUPART DES PARTISANS DE CETTE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE SONT CEUX QUI ONT JUSQU'À PRÉSENT FINANCÉ L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE ET GAZIÈRE SUR LE CONTINENT. LEUR SOUTIEN FINANCIER DEVRAIT DIMINUER À CETTE ÉTAPE CRUCIALE DU DÉCOLLAGE SOCIO-ÉCONOMIQUE DU CONTINENT AFRICAIN. L'AEB, EN PLUS D'AUTRES CANAUX DE FINANCEMENT ALTERNATIFS, JOUERA UN RÔLE DE PREMIER PLAN DANS LA FOURNITURE DE SOURCES ALTERNATIVES DE FINANCEMENT POUR L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE ET GAZIÈRE EN AFRIQUE.

La Banque Africaine de l'Énergie est appelée à jouer un rôle de premier plan dans le financement de l'industrie pétrolière et gazière africaine. Avec son statut de banque supranationale, indépendante et panafricaine, l'AEB est ouverte aux Pays Membres de l'APPO et à tous les membres potentiels de l'APPO partageant son mandat unique de financement de l'industrie pétrolière et gazière en Afrique. Cette structure bancaire servira donc de canal nouveau et innovant pour le financement de l'industrie pétrolière et gazière en Afrique et jouera également

un rôle de premier plan dans la réduction de la dépendance accrue de l'industrie vis-à-vis des sources de financement occidentales, qui devraient diminuer en raison de la poursuite agressive de la Transition Énergétique. La création de l'AEB devrait réduire considérablement la dépendance des pays africains vis-à-vis des sources de financement occidentales, qui deviennent de moins en moins accessibles dans le contexte de la Transition Énergétique. L'AEB, tout comme d'autres institutions financières, est particulièrement bien placée pour diriger le financement de projets et d'opérations pétrolières et gazières afin d'assurer le développement durable de ce secteur vital des économies africaines riches en ressources. Les banques des économies riches en ressources naturelles sont mieux capitalisées, plus liquides et plus rentables. De ce point de vue, et avec son mandat d'assurer un mécanisme de financement à long terme pour le développement de l'industrie pétrolière et gazière en Afrique, la Banque Africaine de l'Énergie insufflera un nouveau souffle à l'industrie en fournissant les ressources financières adéquates nécessaires pour accroître les investissements importants dans des programmes et des projets pétroliers et gaziers critiques et transformationnels sur le continent.

FOCUS SUR AFREXIMBANK

Partenaire majeur de l'APPO dans la création de l'AEB



*Siège de Afreximbank
Le Caire, Egypte*

Chez Afreximbank, notre objectif commun est de «stimuler une expansion et une diversification cohérentes du commerce africain afin d'accroître rapidement la part de l'Afrique dans le commerce mondial; et, ce faisant, à fonctionner comme une institution financière socialement responsable de premier plan, à but lucratif et socialement responsable, ainsi qu'un centre d'excellence en matière de commerce africain ». Notre vision commune est de consolider la position de la Banque en tant que "Banque de financement du commerce pour l'Afrique".

La réalisation de notre vision dépend de notre capacité à mettre en œuvre efficacement notre stratégie autour de quatre piliers stratégiques, à savoir "Promouvoir le commerce intra-afri-

cain", "Faciliter l'industrialisation et le développement des exportations", "Renforcer le leadership en matière de financement du commerce" et "Améliorer les performances et la solidité financières". Notre succès dépendra de la satisfaction de nos parties prenantes grâce à un financement accru du commerce, à une facilitation accrue du commerce intra-africain et des exportations à valeur ajoutée et à une amélioration de notre performance financière, ce qui nous positionne mieux pour atteindre nos objectifs de développement. Notre performance financière est améliorée grâce à une solidité financière renforcée et à une amélioration des activités de développement commercial, étayées par de saines pratiques de gestion des risques et une capitalisation adéquate.

Grâce aux améliorations apportées au développement des activités, nous sommes en mesure de tirer parti de divers canaux pour fournir des solutions à nos clients et à d'autres parties prenantes, tandis que l'amélioration de nos capacités internes en termes de ressources humaines, de systèmes et de culture organisationnelle est le fondement du maintien de l'efficacité accrue de nos processus internes. En tant qu'institution autonome, nous mettons l'accent sur des structures de gouvernance fortes en tant que composants clés de la gestion des risques de l'entreprise et promouvons une culture organisationnelle basée sur nos valeurs fondamentales : intégrité sans compromis, travail d'équipe, confiance et respect de l'individu, innovation, excellence et flexibilité, passion pour apprendre

et conduire, professionnalisme et réactivité, un engagement pour l'Afrique et soutenir l'émancipation et l'autonomie de l'Afrique.

NOTRE VISION

Être la banque de financement du commerce pour l'Afrique.

NOTRE MISSION

Stimuler une expansion, une diversification et un développement cohérents du commerce africain, tout en fonctionnant comme une institution financière de premier plan, socialement responsable et à but lucratif, ainsi qu'un centre d'excellence en matière de commerce africain.

PROF. BENEDICT O. ORAMAH

PDG ET PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



Prof. Benedict Oramah est titulaire d'un doctorat en économie agricole obtenu en 1991 et a été nommé professeur de commerce et de finances internationales par l'Université Adeleke, l'une des plus prestigieuses universités privées du Nigéria, en 2018. Il a été Directeur Adjoint de la Recherche, Nigérian Export-Import Bank de 1992 à 1994, avant de rejoindre la Banque Africaine d'Import-Export en tant qu'analyste en chef en 1994 et d'occuper le poste de Directeur Principal du Département de la Planification et du Développement Commercial en 2007. Il a ensuite été nommé Vice-Président Exécutif de la Banque en octobre 2008, poste qu'il a occupé jusqu'à sa nomination à la présidence en juin 2015 lors de la 22ème assemblée générale annuelle à Lusaka, en Zambie, et il a pris service en septembre 2015.

Prof. Oramah est un orateur régulier à la Conférence annuelle de la CNUCED sur le pétrole et le gaz en Afrique depuis 1995. Il a également participé à plusieurs conférences sur le financement du commerce à Londres et ailleurs. Prof. Oramah a rédigé plus de 30 articles sur de nombreuses questions liées à l'économie et au commerce en Afrique, dont la plupart ont été publiés dans des revues internationales.



S.E. Ndolenodji Alixe Naimbaye Ministre du Pétrole, des Mines et de la Géologie du Tchad

Une Amazone dans un monde masculin

DEPUIS QUE LE PÉTROLE ET LE GAZ SONT DEVENUS LA FORME D'ÉNERGIE DOMINANTE À L'ÉCHELLE MONDIALE AU COURS DU DERNIER DEMI-SIÈCLE, LES HOMMES CONTRÔLENT LARGEMENT L'INDUSTRIE. MAIS CETTE PERCEPTION EST EN TRAIN DE CHANGER PARTOUT DANS LE MONDE, Y COMPRIS SUR NOTRE CONTINENT AFRICAIN. L'ÉMERGENCE DE S.E. NDOLENODJI ALIXE NAIMBAYE EN TANT QUE MINISTRE DU PÉTROLE, DES MINES ET DE LA GÉOLOGIE DU TCHAD, ET SEULE FEMME MINISTRE PARI MI LES 18 MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES DE L'APPO, TÉMOIGNE DE CE CHANGEMENT.

PORTRAIT

Dès ses débuts dans la vie publique, Son Excellence Ndolenodji Alixe Naimbaye s'est démarquée comme une figure influente et déterminée au sein du gouvernement tchadien. Avec un parcours impressionnant, elle a occupé plusieurs postes ministériels clés, apportant son expertise et son engagement à différents domaines stratégiques du développement du Tchad. La carrière politique de Son Excellence Ndolenodji Alixe Naimbaye a débuté le 7 mai 2018 avec son entrée dans le premier gouvernement de la quatrième République du Tchad en tant que Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, à l'Intégration Africaine et à la Coopération Internationale, où elle a rapidement su répondre aux codes et exigences d'une diplomatie habile et d'une vision ambitieuse pour renforcer les relations du Tchad avec ses partenaires internationaux, tout en promouvant l'intégration régionale en Afrique. Par la suite, elle accède au poste de deux départements fusionnés : le Ministère de la Communication, Porte-Parole du Gouvernement et celui des Postes et NTIC le 18 juin 2018, où elle a été à l'avant-garde de la transformation numérique du pays, œuvrant pour structurer les acteurs et opérateurs de ce marché, réduire la fracture numérique sur l'ensemble du territoire tchadien et intégrer pleinement ce secteur dans la dynamique

d'une économie émergente. Son leadership visionnaire a contribué à impulser la nécessaire modernisation des infrastructures de communication et à promouvoir l'inclusion numérique, ouvrant ainsi de nouvelles opportunités pour le développement économique et social du Tchad.

ŒUVRER À L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE DANS LES ZONES URBAINES ET RURALES

Le passage de Son Excellence Ndoldnodji Alixe Naimbaye en tant que Secrétaire d'Etat aux Finances et au Budget du 14 juillet 2020 au 9 juillet 2022, a été particulièrement marqué par une évolution du partenariat avec le FAGACE afin d'appuyer le développement des PME et TPE, une collaboration directe et efficace auprès de son collègue afin de contribuer à garantir une gestion responsable des finances publiques et de promouvoir la transparence et la bonne gouvernance. Elle a été aussi Ministre des Affaires foncières, du Développement de l'Habitat et de l'Urbanisme en 2022. En cette qualité, elle a œuvré pour créer un cadre réglementaire propice à un développement urbain durable et équitable, tout en veillant à la protection des droits fonciers des citoyens et l'amélioration des conditions de vie dans les zones urbaines et rurales.

UN RÔLE ESSENTIEL DANS L'INDUSTRIE DES HYDROCARBURES AU TCHAD

Depuis novembre 2023 jusqu'à nos jours, en tant que Ministre du Pétrole, des Mines et de la Géologie, Madame Ndolenodji Alixe Naimbaye joue un rôle crucial dans la gestion et la promotion des ressources énergétiques du Tchad. Son leadership dans ce domaine stratégique contribue à stimuler l'exploration et surtout, l'exploitation responsable des ressources pétrolières et gazières du pays, tout en veillant à ce que ces ressources profitent à l'ensemble de la population tchadienne et contribuent au développement durable du pays. Au fil de sa carrière, Mme Ndolenodji Alixe Naimbaye a démontré un engagement indéfectible envers le service public, la bonne gouvernance et le développement socio-économique du Tchad. Son leadership dynamique, sa vision stratégique et son dévouement à l'intérêt général font d'elle une figure incontournable de la scène politique et administrative du pays, inspirant les générations présentes et futures à poursuivre sur la voie du progrès et du développement durable.

UNE CARRIÈRE POLITIQUE EXEMPLAIRE

Mme Ndolenodji Alixe Naimbaye est bien plus qu'une

simple figure gouvernementale au Tchad. En plus de son parcours remarquable au sein du gouvernement, elle joue également un rôle important sur la scène politique, puisqu'elle est Présidente du parti « Action pour la République, la Démocratie et le Développement » (ARD), créé par son défunt père Mbailaou Naimbaye Lossimian, à qui a succédé une autre figure avant qu'elle ne prenne les rênes en 2020. À travers son engagement social – présidente d'honneur de l'Association des Ressortissants du Canton de Tilo (ARCT) – et politique, elle défend avec passion la cause du développement rural et, par conséquent, soutient les initiatives féminines et jeunes. C'est cet engagement marqué qui l'a amenée à être cooptée au sein du Conseil Consultatif du Fonds d'Investissement Sahel Women Investment Partners. Son leadership pragmatique, sa vision d'un développement harmonieux et inclusif d'un pays aussi richement pourvu que le Tchad, qu'elle partage volontiers pour expliquer la conception du fédéralisme, peuvent s'avérer être un catalyseur pour le changement et le progrès, mobilisant les citoyens autour de causes importantes et de réformes nécessaires pour l'avancement du Tchad.



S.E. Mohamed Arkab

Ministre de l'Énergie et des Mines d'Algérie

L'empreinte d'un technocrate visionnaire

SON EXCELLENCE MOHAMED ARKAB A PRIS FONCTION LE 21 FÉVRIER 2021 EN TANT QUE MINISTRE DE L'ÉNERGIE ET DES MINES DE L'ALGÉRIE. SA NOMINATION PAR LE PRÉSIDENT ABDELMADJID TEBBOUNE COURONNE LA CARRIÈRE EXCEPTIONNELLE D'UN PROFESSIONNEL CHEVRONNÉ QUI, APRÈS AVOIR OCCUPÉ LES POSTES LES PLUS PRESTIGIEUX DANS L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE ET GAZIÈRE DE SON PAYS, A ÉTÉ SUCCESSIVEMENT PROMU MINISTRE DE L'ÉNERGIE PUIS MINISTRE DES MINES ET ENFIN MINISTRE DE L'ÉNERGIE ET DES MINES.

PORTRAIT



Hussein-Dey est une commune de la wilaya d'Alger, située à environ 5 km à l'Est du centre-ville, au cœur de la baie d'Alger. Le ministre Mohamed ARKAB y est né, quatre ans après l'indépendance de la République Algérienne Démocratique et Populaire. Après des études primaires, secondaires et universitaires réussies, il devient ingénieur d'État en mécanique, option sciences de l'énergie. Il est également titulaire d'une maîtrise en administration des affaires et d'un MBA en gestion des affaires. Il entre dans la vie active en rejoignant la Société Nationale d'Élec-

tricité et de Gaz (Sonelgaz) en septembre 1990, par l'intermédiaire de sa société d'assemblage industriel ETTERKIB. Au sein de cette structure, il gravit les échelons, occupant successivement plusieurs postes de responsabilité. Jusqu'en mars 1992, il était responsable des travaux mécaniques. Il est ensuite nommé chef de chantier des centrales, poste qu'il occupe pendant 5 ans. En février 1997, il a été promu Directeur de Site, poste qu'il a occupé jusqu'en octobre 2003.

PIVOT DES GRANDS PROJETS INDUSTRIELS

Tout au long de sa carrière, S.E. Mohamed ARKAB a eu à mener de nombreux projets de construction d'ouvrages énergétiques, qu'il s'agisse de centrales électriques, de sous-stations, d'unités de traitement de gaz et de pétrole, ou de projets industriels d'envergure nationale. En novembre 2003, il est nommé Directeur de la Construction chez ETTERKIB, responsable de la mise en œuvre de tous les projets de centrales électriques et industriels. Il a occupé ce poste jusqu'en juin 2006, date à laquelle il a été nommé Président-Directeur Général de cette société. En septembre 2010, il prend les fonctions de Président-Directeur Général de la Compagnie de l'Ingénierie de l'Électricité et du Gaz (CEEG), filiale du Groupe Sonelgaz. A ce titre, il est ensuite chargé de mener à bien l'ensemble du programme de développement des filiales commerciales du Groupe Sonelgaz.

UN RECORD PRESTIGIEUX

S.E. Mohamed ARKAB a, à son crédit, des résultats qui forcent l'admiration. Il a notamment dirigé les programmes de 4000 MW et 8000 MW et le programme d'urgence de 2000W pour les centrales

électriques ainsi que les programmes quinquennaux de distribution publique de gaz et les travaux du réseau national de transport de gaz. Il est également responsable de la mise en œuvre des programmes de développement du réseau national de transport d'électricité (lignes et sous-stations), ainsi que du lancement du programme national des énergies renouvelables, avec la construction de la première centrale photovoltaïque à haut rendement et de la première centrale éolienne. En outre, il a travaillé activement à la préparation du lancement du nouveau programme national d'énergie renouvelable d'une capacité de 4050 MW dans les centrales photovoltaïques. M. Arkab est réputé pour avoir relancé le secteur minier algérien en augmentant la production minière à travers le lancement du Projet de Phosphate Intégré (PPI) dans l'Est de l'Algérie ainsi que le projet d'exploitation des méga-gisements de fer de Gara Djebilet dans le Sud-Ouest et d'Oued-Amizour (Zinc plomb) dans le centre de l'Algérie. Il est également chargé de diversifier le mix énergétique naturel et de viser une production d'énergie de plus de 15 000 MW d'ici 2030.

Au total, depuis sa nomination à la tête de la CEEG, il y a eu la mise en service de plus de 8032 MW de capacité nationale de production d'électricité supplémentaire, 9 200 km de réseau national de transport de gaz (construction de plus de 700 distributions publiques de gaz avec des gazoducs entre 8" et 28"), 180 sous-stations électriques d'une capacité de transformation de plus de 20 448 MVA et 6700 km de réseau national de transport de gaz, transport d'électricité sur 60 lignes de 220 et 400 kV. Installé le mercredi 30 août 2017 en tant que Président de Sonelgaz, S.E. Arkab a occupé ce poste jusqu'à sa nomination en tant que Ministre de l'Énergie de 2019 à 2020, puis Ministre des Mines jusqu'au 21 février 2021. Il est Ministre de l'Énergie et des Mines depuis cette date et jusqu'à aujourd'hui. L'APPO de son côté, compte sur la contribution active de S.E. Mohamed ARKAB pour porter les aspirations et la place qui revient aux producteurs africains de pétrole et de gaz naturel, en vue de développer l'industrie pétrolière et gazière, réduire l'empreinte carbone et assurer l'accès à une énergie disponible et abordable.



La délégation conduite par S.E. Le Ministre Arkab, accompagné de son homologue congolais S.E. Bruno Jean Richard Itoua et accueillie par la DSS/APPO Mme P. A. Ikoko au Secrétariat de l'APPO

Le Secrétariat de l'APPO a eu le 21 mai dernier l'honneur de la visite de S.E. Mohamed Arkab, Ministre de l'Énergie et des Mines d'Algérie. Le Ministre Arkab, en visite en République du Congo, était accompagné de son estimé hôte, le Ministre des Hydrocarbures de la République du Congo, S.E. Bruno Jean Richard Itoua et d'une délégation algérienne qui comprenait les PDG de la Société Nationale Pétrolière

Algérienne, SONATRACH. M. Rachid Hachichi, et de la Sonelgaz M. Mourad Adjal ainsi que le membre du Comité Exécutif de l'APPO pour l'Algérie M. Amine Remini.

La délégation ministérielle a été reçue par une équipe du Secrétariat de l'APPO, dirigée par la Directrice des Services de Soutien, Mme Philomena A. Ikoko. Elle représentait le SG qui participait à la table ronde de l'APPO sur le torchage du gaz, à Accra, au Ghana. Le Ministre Arkab et son équipe ont été informés de l'avancement des travaux d'achèvement du Secrétariat de l'APPO ainsi que d'un point de la mise en œuvre des résolutions ministérielles portant création de la Banque Africaine de l'Énergie (AEB). Les ministres ont été assurés de l'engagement continu du Secrétariat à stimuler le progrès et l'innovation de l'Organisation dans le secteur de l'énergie à travers l'Afrique. Le Ministre Arkab s'est dit ravi des progrès réalisés par l'APPO depuis sa réforme, exhortant le Secrétariat à poursuivre ses efforts pour relever les défis.



APPO CONSEIL DES MINISTRES



S.E. Samou Seidou Adambi
Ministre de l'Énergie, de l'Eau et des Mines
Président Sortant



Benin



S.E Adolphe Moudiki
Plénipotentiaire auprès du Conseil des ministres
Président en Exercice



Cameroun



S.E. Bruno Jean-Richard ITOUA
Ministre des Hydrocarbures
Président Suppléant



Congo



S.E. Mohamed ARKAB
Ministre des Mines et de l'Énergie



Algérie



S.E. Diamantino Pedro Azevedo
Ministre des Ressources Minérales et du Pétrole



Angola



S.E. Aimé Molendo Sakombi
Ministre des Hydrocarbures



R.D. Congo



S.E. Mamadou Sangafowa Coulibaly
Ministre des Mines, du Pétrole et de l'Énergie



Côte d'Ivoire



S.E. Engr. Tarek El Molla
Ministre du Pétrole et des Ressources Minérales



Egypte



S.E. Marcel ABEKE
Ministre du Pétrole et du Gaz



Gabon



S.E. Dr Matthew Opoku Prempeh
Ministre de l'Énergie



Ghana



S.E. Antonio Oburu Ondo
Ministre des Mines et des Hydrocarbures



Guinée Equatoriale



H.E. Mohamed Oun
Ministre du Pétrole et du Gaz



Libye



Hon. Tom Alweendo
Ministre du Pétrole et de l'Énergie



Nambe



S.E. Mahaman Moustapha Barké
Ministre du Pétrole



Niger



S.E. Heineken Lokpobiri
Ministre d'État des Ressources pétrolières



Nigeria



S.E. Birame Souleye Diop
Ministre du Pétrole et de l'Énergie



Sénégal



S.E. Gwede Mantashe
Ministre des Ressources Minérales et de l'Énergie



Afrique du Sud



S.E. Ndolonodji Alixe Naïmbaye
Ministre des Mines, du Pétrole et de la Géologie



Tchad

MEMBRES DU CONSEIL EXÉCUTIF DE L'APPO



Mr. Remini Amine
Membre du Conseil Exécutif



Algérie



Mr. Estêvão PEDRO
Membre du Conseil Exécutif



Angola



Mr. Célestin Gbêtognon ENANTO
Membre du Conseil Exécutif



Benin



Mr. Maurice MATANGA
Membre du Conseil Exécutif



Cameroon



Mr. Stev Simplicite ONANGA
Membre du Conseil Exécutif



Congo



Mr. WETSHONDO OSOMBA Dominique
Membre du Conseil Exécutif



R.D. Congo



Mr. ESSE Kouamé Bienvenu
Membre du Conseil Exécutif



Côte d'Ivoire



Mr. Hisham Ahmed Selim
Membre du Conseil Exécutif



Égypte



Mr. Fernand EPIGAT
Membre du Conseil Exécutif



Gabon



Mr. William Owuraku Aidoo
Membre du Conseil Exécutif



Ghana



Mr. Agustin MBA OKOMO OBAMA
Membre du Conseil Exécutif



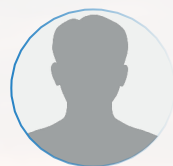
Guinée Équatoriale



Mr. Abdalnasser Lamin Moh. Gnedi
Membre du Conseil Exécutif



Libye



Membre du Conseil Exécutif



Namibie



Mr. Salissou MOUSSA DIAKITE
Membre du Conseil Exécutif



Niger



Mr. Nicholas Agbo Ella
Membre du Conseil Exécutif



Nigeria



Mr. Papa Samba BA
Membre du Conseil Exécutif



Sénégal



Mrs. Gosetseone Leketi Florence
Membre du Conseil Exécutif



Afrique du Sud



Mr. Boukar Moustapha
Membre du Conseil Exécutif



Tchad

L'APPO et le Venezuela *!Un seul drapeau!*

ECHOS DES PAYS MEMBRES

TOURNER UN REGARD VERS LA MÈRE AFRIQUE CONSTITUE UNE DÉTERMINATION HISTORIQUE DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE LA RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU VENEZUELA, FONDÉE SUR LA PERTINENCE D'AVANCER VERS UN NOUVEL ORDRE MONDIAL MULTIPOLAIRE DANS LEQUEL, L'INTERACTION EN TERMES D'ÉGALITÉ ENTRE LES DIVERS PÔLES DE POUVOIR PEUT FAVORISER UN MONDE D'ÉQUILIBRE POLITIQUE, DE JUSTICE SOCIALE ET D'AVENIR PARTAGÉ.

L'importance géopolitique et géostratégique, ainsi que la richesse culturelle du continent africain, ont été consciencieusement estimées par le Président Hugo Chávez, dont la direction de l'État Bolivarien par rapport aux objectifs historiques et aux luttes ancestrales des peuples vénézuélien et latino-américain, a été liée aux luttes historiques en Afrique, dans une perspective de coopération Sud-Sud et désormais liée à la projection de ce que l'on appelle le Sud global. La continuité de la politique étrangère du Venezuela, menée par le Président Nicolás Maduro Moros réaffirme la stratégie de coopération Sud-Sud avec le continent africain et honore la vocation des peuples vénézuélien et latino-américain d'exalter l'héritage ancestral de fraternité et d'amitié entre les peuples d'Afrique et l'Amérique latine et Caraïbienne.



Les relations de coopération construites entre le Venezuela et l'Afrique se démarquent : l'incorporation du Venezuela en tant que membre observateur de l'Union africaine (UA) en 2005 ; ils sont unis dans la défense des intérêts stratégiques des peuples et des gouvernements de leurs pays et continents respectifs. De même, ils sont unis par la concertation de politiques communes au sein d'organisations multilatérales telles que : l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) et le Forum des Pays Exportateurs de Gaz (GECF). L'expression contemporaine des relations entre l'Afrique et le Venezuela, c'est aussi l'inédite incorporation de la République Bolivarienne du Venezuela à l'Organisation des Producteurs de Pétrole Africains (APPO) approuvée à l'unanimité lors de la quarante et unième session ordinaire du Conseil des Ministres présidée par le Ministre de l'Énergie et des Mines Mohamed Arkab, réalisée en ligne depuis la République Algérienne Démocratique et Populaire le 14 décembre 2021, conférant au pays le statut d'unique membre non africain. Cette décision est née de réflexions et d'échanges d'opinions entre le Secrétaire Général de l'APPO, Dr Omar Farouk Ibrahim et le Chef de la Mission Diplomatique du Venezuela en République du Congo, l'Ambassadeur Aníbal Márquez Muñoz, tenus dans la ville de Brazzaville, où se trouve le siège de l'APPO.



Son Excellence M. Pedro Rafael TELLECHEA, Ministre Populaire du Pétrole, avec le SG de l'APPO



Des travailleurs de PDVSA, la SNH du Venezuela

L'UNION AFRICAINE ET LE VENEZUELA

Il faut souligner « l'Agenda 2063 », qui a été établi et qui est devenu comme le plan directeur de l'Afrique pour transformer le continent en puissance mondiale du futur. C'est le cadre stratégique du continent qui vise à atteindre son objectif de développement inclusif et durable, et constitue une manifestation concrète de la dynamique panafricaine vers l'unité, l'autodétermination, la liberté, le progrès et la prospérité collective recherchée dans le cadre du panafricanisme et la renaissance africaine. Étant donné que la priorité doit être au développement social et économique inclusif, à l'intégration continentale et régionale, à la gouvernance démocratique et à la paix et à la sécurité, entre autres questions visant à repositionner l'Afrique afin qu'elle devienne un acteur dominant sur la scène mondiale, le Venezuela, fort de sa longue expérience et de son parcours historique dans le domaine des hydrocarbures, s'inscrit résolument dans la promotion de la coopération à travers les investissements et aussi la future commercialisation de produits dans un continent pivot avec une projection d'une puissance mondiale.

VISION DE TRAVAIL

Le Venezuela reconnaît l'APPO comme une institu-

tion leader et de référence en matière d'hydrocarbures en Afrique, avec la vision de coopération dans le domaine des hydrocarbures entre ses Mays membres et avec d'autres institutions mondiales pour favoriser la collaboration et les partenariats fructueux, tout en utilisant le pétrole comme un catalyseur de la sécurité énergétique, du développement durable et de la diversification économique en Afrique. Cette orientation s'inscrit dans le processus actuel et stratégique de création de la Banque Africaine de l'Énergie (AEB). Dans cette ligne d'action, le Ministre du Pouvoir Populaire du Pétrole du Venezuela, Pedro Rafael Tellechea, conformément aux lignes de travail du Président Nicolás Maduro Moros, a rencontré plusieurs Ministres de l'Énergie et du Pétrole du continent africain, afin de mettre en place des mécanismes de coopération, en mettant à disposition l'expérience du Venezuela dans l'industrie pétrolière, ainsi que ses réserves de pétrole et de gaz, pour compléter la couverture de la demande énergétique requise par les peuples d'Afrique et assurer ainsi la sécurité énergétique et le développement économique et social. Le Venezuela se félicite de son incorporation à l'APPO et réaffirme la volonté de son peuple, de son gouvernement et des institutions pétrolières et gazières de contribuer activement à la réalisation des objectifs communs fixés.

Notre Nord est le Sud

EN RÉALITÉ, L'HISTOIRE COMMUNE ANCESTRALE DE NOS PEUPLES A ÉTÉ LA PRINCIPALE SOURCE D'INSPIRATION DE NOTRE ACTION DIPLOMATIQUE ET CULTURELLE VISANT À PROMOUVOIR L'INCORPORATION DU VENEZUELA DANS LA STRATÉGIQUE ORGANISATION DES PRODUCTEURS DE PÉTROLE AFRICAINS (APPO).

UNE RÉFLEXION DE L'AMBASSADEUR ANÍBAL JOSÉ MÁRQUEZ MUÑOZ

ECHOS DES PAYS MEMBRES



L'Ambassadeur Aníbal José Márquez Muñoz

L'histoire du peuple vénézuélien a toujours témoigné de la profonde relation de fraternité qui le lie au peuple africain. Des histoires telluriques confirment l'affinité entre la Mère Afrique et notre pays, surtout depuis l'époque où des milliers de familles africaines arrachées à leur territoire, se rebellent contre l'esclavage pour contribuer sur nos terres à la construction du Nouveau Monde. Il faut souligner le dévouement maternel des héroïnes

afro-descendantes Matea et Hipólita Bolívar, qui consacrèrent leur vie à élever et forger le génie égalitaire du jeune natif de Caracas Simón Bolívar, qui sera plus tard connu comme Le Libérateur de l'Amérique du Sud. La participation cruciale des descendants de la Mère Afrique se démarque dans la lutte continentale anticoloniale et indépendantiste contre le colonialisme européen menée par le Venezuela et qui honore l'histoire commune du peuple vénézuélien et africain.

Notre époque contemporaine présente également des liens extraordinaires entre le Venezuela et l'Afrique. La défense des intérêts supérieurs des peuples et des gouvernements de nos pays et continents nous unit. Justement, en harmonie directe avec ledit contexte historique - en synergie avec les orientations de politique étrangère de la Présidence et de la Chancellerie de notre pays en termes de priorisation des liens pétroliers avec la Mère Afrique et, en réponse à notre conviction sur la pertinence d'identifier des dynamiques communes pour renforcer les relations bilatérales, bi régionales et multilatérales d'ordre politique, économique, culturel, scientifique et éducatif- c'est que nous en avons assumé l'opportune -et bien accueillie- initiative de proposer au Secrétariat Général de l'APPO, dirigé par le Dr. Omar Farouk

Ibrahim, la possibilité d'envisager l'incorporation du Venezuela comme Membre Observateur.

Aujourd'hui, l'inédit espace géopolitique Bicontinental de coopération Sud-Sud, qui relie harmonieusement les intérêts stratégiques des nations membres de l'APPO et du Venezuela -nous conférant le statut d'unique Pays Membre Non africain- privilégie l'utilisation rationnelle des ressources énergétiques au profit de nos peuples et États respectifs, critiquant l'exploitation extractiviste néfaste et la partialité négative de l'Occident en matière de transfert de connaissances et de technologies aux communautés propriétaires des ressources pétrolières et gazières, au détriment du droit à la jouissance effective et écologique de la ressource par les générations présentes et futures.



Leurs Excellences le SG de l'APPO Dr Omar Farouk Ibrahim et l'Ambassadeur Aníbal José Márquez Muñoz

Le Guide de l'APPO

pour la promotion du développement du Contenu Local dans l'industrie pétrolière et gazière des Pays Membres

EN 2019, LE **SECRETARIAT DE L'APPO** A MENÉ UNE ÉTUDE QUI A CONDUIT À L'ÉLABORATION D'UN GUIDE POUR LA PROMOTION DU CONTENU LOCAL DANS L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE ET GAZIÈRE DANS SES PAYS MEMBRES. CE GUIDE A ÉTÉ RÉVISÉ EN 2023 À LA LUMIÈRE DU CHANGEMENT DE PARADIGME MONDIAL DES COMBUSTIBLES FOSSILES AU PROFIT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES, APPELÉ PAR EUPHÉMISME **TRANSITION ÉNERGÉTIQUE**, ET DES DÉFIS QU'IL POSE À L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE ET GAZIÈRE EN AFRIQUE. L'ÉTUDE RÉVISÉE A FORMULÉ DES RECOMMANDATIONS PRATIQUES POUR RELEVER CES DÉFIS, PAR LE BIAIS D'UN DOCUMENT DE STRATÉGIE À LONG TERME.

NOS ÉTUDES

L'industrie pétrolière et gazière africaine est restée pendant des décennies sous le contrôle et la gestion d'acteurs internationaux tout au long de la chaîne de valeur de l'industrie. Il a fallu plusieurs décennies après le début de la production de pétrole et de gaz pour que de nombreux pays commencent à créer des instituts de formation pour former les populations autochtones aux professions pétrolières et gazières. À l'exception de quelques pays, les programmes de ces instituts de formation n'étaient ni assez complets ni suffisamment ciblés pour obtenir des résultats probants. Ce n'est que vers l'année 2000 que les Africains ont pu mener à bien par eux-mêmes les activités de l'industrie tout au long de la chaîne de valeur et de gestion. De nombreux pays ont commencé par intégrer dans leur réglementation des clauses sur la formation et donner la priorité à la main-d'œuvre locale dans les activités pétrolières et gazières. Par la suite, le partage d'expériences, le transfert de technologie et l'implication d'entreprises locales pour fournir des services, la fabrication de biens et la fourniture de services locaux au service de l'industrie, ont commencé à être priorités. De nos jours, certains pays sont allés encore plus loin dans le processus d'appropriation en mettant en place des mécanismes de promotion, de collaboration, de partenariat et de financement pour rendre la main-d'œuvre, les services, les biens et les entreprises locaux compétitifs.

COMMENT DÉFINIR LE CONTENU LOCAL ?

Il n'existe pas de définition normalisée et communément acceptée du Contenu Local, mais lorsque les quatre éléments clés suivants sont réunis, nous pouvons retrouver l'essence du Contenu Local :

1. Achats auprès de fournisseurs nationaux de biens et de services : lieu d'enregistrement de l'entreprise, degré de valeur ajoutée dans le pays ou participation au capital.

2. Emploi de personnel local : Emploi de personnel considéré comme local, qui à son tour pourrait être défini comme des nationaux ou des personnes originaires de l'environnement immédiat de l'exploitation extractive.

3. Support au développement économique local par le développement d'entreprises locales ou l'investissement social.

4. Effets sur l'emploi induit, les fournisseurs et les clients

Le Contenu Local doit être considéré dans une perspective plus large, y compris le financement, la promotion de l'industrie locale, le développement de la main-d'œuvre locale et la recherche et développement locale.

GESTION DU CONTENU LOCAL DANS LES PAYS MEMBRES DE L'APPO

Pour développer le Contenu Local sur l'ensemble de la chaîne de valeur de son industrie pétrolière et gazière, un pays est appelé à établir un cadre ou une réglementation sur le Contenu Local, c'est-à-dire sa politique en matière de Contenu Local. En effet, les Pays Membres de l'APPO ont abordé la question du Contenu Local de différentes manières et se trouvent à différents niveaux de développement du Contenu Local. Certains se sont penchés sur le Contenu Local en intégrant le concept dans le droit constitutionnel et les lois nationales. D'autres pays ont inclus des dispositions relatives au Contenu Local dans la loi sur le pétrole et ses décrets d'application.

De plus, certains pays ont développé une loi spécifique dédiée au Contenu Local. Enfin, dans de nombreux autres pays, le Contenu Local est régi par des décrets présidentiels et des arrêtés ministériels.

La réglementation seule ne suffit pas à assurer le développement et l'avancement du Contenu Local dans les secteurs économiques concernés.

Étant donné que l'industrie pétrolière et gazière implique plusieurs parties prenantes tout au long de la chaîne de valeur, à savoir le gouvernement, les Sociétés Nationales des Hydrocarbures, les Sociétés Internationales des Hydrocarbures, les fournisseurs, les communautés locales, les organisations de la société civile, les établissements d'enseignement et de formation, il est essentiel de mettre en place un mécanisme de suivi et de mise en œuvre des stratégies de Contenu Local. Dans les Pays Membres de l'APPO, les mécanismes et les stratégies mis en place pour promouvoir la mise en œuvre du Contenu Local sont diversement appréciés. La plupart des pays assurent le suivi et la mise en œuvre de la politique de Contenu Local par l'intermédiaire du Ministère en charge des Hydrocarbures. D'autres gèrent le Contenu Local par l'intermédiaire de leur SNH. De plus, d'autres pays sont allés plus loin en créant des autorités de régulation, des agences, des comités et des commissions indépendants pour gérer le Contenu Local.

ÉTAPES À SUIVRE POUR METTRE EN PLACE UNE POLITIQUE DE CONTENU LOCAL RÉUSSIE ET UN CADRE DE MISE EN ŒUVRE

Lors de l'établissement d'un cadre ou d'un règlement sur le Contenu Local, les Pays Membres de l'APPO peuvent prendre en compte les éléments suivants pour une approche efficace :

- * Établir un cadre réglementaire dédié qui impose des exigences mesurables et chronométrées en matière de Contenu Local.
- * Créer des dispositions de financement pour permettre aux institutions de Contenu Local de mettre en œuvre leurs stratégies et programmes.
- * Créer une institution dédiée à la gestion du Contenu Local et lui donner les moyens d'appliquer les réglementations et de financer les programmes établis.
- * Mettre à niveau les instruments réglementaires pour s'assurer que toutes les exigences relatives au Contenu Local sont couvertes.
- * Élaborer et mettre en œuvre une méthodologie de mesure, de surveillance, de production de rapports et de sanctions pour mettre en œuvre le cadre réglementaire.
- * Élaborer des stratégies pour améliorer l'offre locale de services et de biens qui répondent aux exigences de l'industrie en matière de qualité et de quantité.
- * Soutenir la mise à niveau des PMI/PME existantes pour répondre aux demandes pertinentes de l'industrie et aider à créer de nouvelles PMI/PME pour répondre à la demande de biens et de services actuellement indisponibles par l'industrie.
- * Participer à la mise en place de zones industrielles dotées d'infrastructures et de services publics adéquats pour accueillir la fabrication d'outils, d'équipements, de pièces

de rechange et de matériaux demandés par l'industrie pétrolière et gazière.

* Mettre en place des chaînes de fabrication et d'assemblage dans les pays d'accueil en collaboration avec les fabricants et les fournisseurs de biens étrangers, lorsque les biens ne peuvent pas être fabriqués ou assemblés par des fournisseurs locaux, puis former les ressortissants dans les usines des fournisseurs étrangers pendant la durée du contrat.

* Collaborer avec les établissements d'enseignement supérieur locaux pour s'assurer qu'un nombre suffisant d'ingénieurs et de diplômés sont formés dans les disciplines requises par l'industrie pétrolière et gazière.

* Soutenir la création de centres de recherche, de développement et d'innovation et mener des recherches scientifiques et appliquées pour aider à développer et à maîtriser les technologies de pointe et les solutions techniques nécessaires pour relever les défis contemporains de l'industrie pétrolière et gazière.

* Les SNH africains peuvent s'approprier la cause de l'amélioration du Contenu Local et établir une unité de surveillance du Contenu Local dans leur structure organisationnelle, employer des nationaux, soutenir la formation des employés, l'approvisionnement local en biens et services, ainsi que créer et soutenir des sociétés de production et de services affiliées pour maîtriser l'industrie à grande échelle.

* Les pays africains doivent accorder plus d'attention à la cause du Contenu Local dans les forums de collaboration établis afin de s'assurer que les points de vue et les leçons apprises sont échangés et mis en œuvre.

* Lorsque les Pays Membres de l'APPO envisagent d'adhérer à des traités internationaux tels que ceux de l'Organisation Mondiale du Commerce, ils doivent évaluer soigneusement les avantages de l'adhésion à de tels traités à la lueur de leur réglementation interne du Contenu Local et, lorsque l'adhésion aux traités internationaux est primordiale, les réglementations et les mandats relatifs au Contenu Local doivent être définis de manière à ne pas entrer en conflit avec ces traités.

En conclusion, le Contenu Local dans l'industrie pétrolière et gazière dans les Pays Membres de l'APPO a été géré de manière variable, alors que certains mécanismes étaient plus efficaces que d'autres. Il reste nécessaire pour les gouvernements d'évaluer leur gestion du Contenu Local et d'appliquer la meilleure approche dans ce contexte. Le facteur déterminant sera toujours l'importance de la participation des fournisseurs locaux de biens et de services ainsi que l'emploi de la population locale, et le calendrier mis en œuvre pour y parvenir.

À la découverte d'un métier du secteur des hydrocarbures

Géologue de site de forage

FOCUS MÉTIER



L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE ET GAZIÈRE SE CARACTÉRISE PAR UNE DIVERSITÉ DE PROFESSIONS QUI INTERAGISSENT LES UNES AVEC LES AUTRES TOUT AU LONG DE LA CHAÎNE D'EXPLORATION ET DE PRODUCTION DES RESSOURCES NATURELLES. AINSI EN EST-IL DU MÉTIER DE GÉOLOGUE FOREUR, UN ACTEUR INDISPENSABLE DU PROCESSUS DE L'EXPLORATION ET DE LA PRODUCTION D'HYDROCARBURES.

Le rôle du géologue de site de forage est de déterminer le potentiel pétrolier des bassins sédimentaires. Il réalise ensuite des études régionales ou détaillées, qui pourront aboutir à l'octroi d'un permis d'exploration. Une fois ce choix initial fait, le géologue aidera à identifier les objets à forer. Dans le cas où le forage aboutit à une découverte, il continuera d'être actif pendant la phase d'évaluation de la découverte, visant à vérifier sa taille et son intérêt économique, et pourra ensuite être impliqué dans la phase de développement et de production (géologue des opérations et du réservoir, etc.).

UNE FORTE IMPLICATION DANS LES ACTIVITÉS DE TERRAIN

Le domaine d'activité du géologue foreur concerne l'évaluation, la délimitation et la mise en valeur

des découvertes d'hydrocarbures, principalement d'un point de vue géologique, mais aussi d'un point de vue géophysique. L'objectif est de proposer une évaluation des caractéristiques des réservoirs, de la taille des accumulations et des volumes d'hydrocarbures qu'ils contiennent. L'ingénieur réservoir peut alors proposer un ou plusieurs schémas d'optimisation de la stratégie de développement et de production des ressources identifiées, en fonction des caractéristiques des réservoirs et des contraintes économiques. Le géologue foreur est aussi amené à effectuer des synthèses sur le terrain à différents stades de maturation du projet, ce qui mènera à des décisions opérationnelles pour l'acquisition de nouvelles données, notamment sismiques. Ceci conduira à forer des puits supplémentaires afin de réduire les incertitudes.

LES PRINCIPALES TÂCHES DU GÉOLOGUE DE RÉSERVOIR

Les responsabilités du géologue de site concernent l'intégration continue des données et des résultats des forages d'évaluation, de délimitation et de développement, ainsi que de toute nouvelle sismique, afin de permettre une meilleure compréhension du réservoir, en vue des décisions opérationnelles à prendre dans le cadre du projet et l'optimisation de la connaissance du réservoir grâce à une interprétation dédiée. Il a aussi à charge la quantification des incertitudes et des risques. Il fait des rapports ainsi que des propositions à toutes les étapes du projet.

COMPÉTENCES À ACQUÉRIR

Les capacités attendues du géologue de forage sont assez larges et comprennent la géologie sédimentaire et structurale, la géologie des réservoirs, la connaissance des outils de mesure de forage et d'évaluation des données acquises, la maîtrise des logiciels d'interprétation et de modélisation. Le domaine d'activité du géologue foreur peut chevaucher celui de l'ingénieur réservoir, bien que la frontière entre les deux spécialités ne soit pas toujours clairement définie. Les ingénieurs réservoirs travaillent à la croisée de l'exploration et de la production. Ils sont chargés d'interpréter et d'intégrer les données des réservoirs pour estimer le potentiel de production et les moyens techniques d'optimisation des taux de valorisation des hydrocarbures. Ils

s'appuient fortement sur une série de techniques de modélisation statique et dynamique des réservoirs, qui seront utilisées pour concevoir des platesformes de production et des durées de vie des réserves. Les études réalisées par le géologue et l'ingénieur réservoir contribuent à l'élaboration et à la production rationnelle du réservoir dans des conditions qui préservent son intégrité.

COMPÉTENCES TECHNIQUES ET COMPORTEMENTALES

Les géologues pétroliers travaillent pour des compagnies pétrolières, des sociétés de services pétroliers et des instituts de recherche. Les entreprises du secteur pétrolier recherchent généralement un équilibre entre les géologues ayant une formation universitaire et ceux ayant une formation professionnelle et une formation de spécialiste certifiée. Les géologues sont des scientifiques de haut niveau. Leur connaissance régionale des bassins sédimentaires ou leur expertise spécialisée vont de pair avec une forte aptitude à travailler au sein d'équipes pluridisciplinaires, multiculturelles et multigénérationnelles, et plus tard, à la gestion de ce même type d'équipe. Ils doivent faire preuve d'ouverture d'esprit, de rigueur dans leur raisonnement et de respect des délais et des budgets, mais aussi être capables de sortir des sentiers battus et être créatifs. Ils doivent être capables de synthétiser de grands volumes de données dans des formats et des quantités variables.



À ne pas oublier

Les hydrocarbures ont changé le monde

DANS LEUR QUÊTE POUR VALORISER L'AGENDA MONDIAL DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE, LES CHANTRES DE LA TRANSITION ONT MIS EN ŒUVRE UNE STRATÉGIE DE DIABOLISATION DU PÉTROLE ET DU GAZ, BROSSANT UN TABLEAU TRÈS NÉGATIF DE CES DEUX SOURCES D'ÉNERGIE. APRÈS TOUTES CES EFFUSIONS, L'ON SERAIT ENCLIN À PENSER



QU'IL N'Y A JAMAIS EU DE SUBSTANCES PLUS DANGEREUSE POUR L'HUMANITÉ QUE LE PÉTROLE ET LE GAZ. MAIS DANS QUELLE MESURE CES AFFIRMATIONS SONT-ELLES CORRECTES ? POUR CHACUN DES POINTS NÉGATIFS QUE L'ON A ASSOCIÉ AU PÉTROLE ET AU GAZ, IL Y A, EN RÉPONSE, DE NOMBREUX POINTS POSITIFS, AINSI QUE LE PROUVE NOTRE QUOTIDIEN.

On ne saurait trop insister sur la contribution du pétrole et du gaz à la civilisation moderne et à la vie moderne. Faisons un petit tour d'horizon de ce que l'on peut trouver dans une chambre ou un bureau. Commençons par les murs. Ils sont recouverts de peinture colorée. La fabrication de cette peinture et des colorants qui la teintent est réalisée par l'industrie pétrochimique, qui utilise le pétrole comme matière première. Aussi, il est très courant de trouver, dans les intérieurs, des produits en plastique : poubelles, jouets, chaussures, télévision, ordinateurs, etc. En fait, de nos jours, le plastique se trouve partout, que ce soit dans les appareils électroménagers, les fenêtres, les voitures, les meubles, les stylos et même dans la lingerie. Ce plastique est un produit dérivé du pétrole. De plus, les produits à base de pétrole sont utilisés dans la production de PVC tels que les tuyaux de gouttière, les conduits électriques, etc. Ils sont employés dans la fabrication de pneus de voiture, de chambres à air, etc. D'autres produits

de notre vie quotidienne, tels que les adhésifs, l'encre, les vitrages pour avions et bateaux, les verres de lunettes, les lavabos et les baignoires pour cabines de douche, sont obtenus à partir d'acrylates, produits dérivés du pétrole. Les applications s'étendent à la fabrication de mousses pour matelas et rembourrage de chaises. Les polycarbonates, qui sont des polymères pétroliers, sont utilisés dans les gilets pare-balles, les bidons, les bouteilles, les biberons, les étuis pour appareils photo et les casques de moto. Enfin, le pétrole sert à fabriquer du bitume routier, des détergents, des engrais azotés et bien d'autres produits du quotidien.

DU CONFORT DE LA MAISON ET DU BUREAU AUX MÉDICAMENTS ET DISPOSITIFS QUI SAUVENT DES VIES

Vous connaissez certainement l'aspirine ou acétylsalicylique, l'antalgique utilisé par tous : il est préparé à partir du phénol, un composant du pétrole. Ce composé est aussi utilisé pour

fabriquer de nombreux médicaments tels que des antibiotiques, des antiseptiques, des sédatifs, des antihistaminiques et des désinfectants. Plus généralement, la longue chaîne d'atomes de carbone connectés, portant chacun plusieurs atomes d'hydrogène qui forment le pétrole, peut être réarrangée par des réactions chimiques. Ainsi, il est possible de recréer à peu près n'importe quelle molécule qui existe déjà – ou non – dans la nature. Cela permet de recréer des substances initialement identifiées dans les plantes, et d'en

faire des médicaments de synthèse. Ces traitements permettent d'obtenir des substances utilisées en médecine et en pharmacie, telles que la vaseline, l'huile de vaseline, la paraffine, l'alcool, le chloroforme, les hydrocarbures aromatiques ou leurs composés dérivés et l'azote à partir de la surchauffe de l'huile. De plus, les produits pétrochimiques entrent largement dans la fabrication d'équipements médicaux tels que les seringues, les cathéters, les masques à oxygène, les bandages élastiques et certains outils chirurgicaux.



ET DE L'ALIMENTATION ET À LA NUTRITION...

La croissance exponentielle de la population mondiale d'aujourd'hui nécessite une évolution équivalente de l'approvisionnement alimentaire. Faute de cela, le monde pourrait être confronté à une famine et à des morts massives. Ce que beaucoup omettent de reconnaître, c'est que la production de masse de nourriture ne peut se faire qu'à l'aide des engrais, qui sont des produits pé-

trochimiques. Divers engrais conviennent à différents types de sols et à diverses plantes. De même, de nombreux médicaments pour animaux sont fabriqués à partir de produits pétrochimiques, ce qui permet d'obtenir des animaux, des poissons et des oiseaux de races plus grandes. Alors, la prochaine fois que vous entendrez des activistes de la transition diaboliser le pétrole et le gaz, rappelez-vous des avantages que vous tirez quotidiennement du pétrole et du gaz.

Comment réduire votre empreinte carbone ?

RÉDUIRE SON EMPREINTE CARBONE EST CRUCIAL COMPTE TENU DES PRÉOCCUPATIONS CROISSANTES CONCERNANT LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET LEURS IMPACTS IMMÉDIATS ET POTENTIELS DANS LE MONDE ENTIER, EN PARTICULIER EN AFRIQUE, OÙ LES EFFETS SE FONT DÉJÀ FORTEMENT SENTIR. HEUREUSEMENT, IL EST POSSIBLE POUR LES PAYS ET LES INDIVIDUS DE FAIRE DES EFFORTS SIGNIFICATIFS POUR RÉDUIRE L'EMPREINTE CARBONE.



Limiter le réchauffement climatique à 1,5°C d'ici la fin du siècle est un objectif partagé par de nombreux pays. Ils sont plus de 190 à avoir signé l'Accord de Paris en 2015, dans le but d'atteindre cet objectif ambitieux. Une étape vers cette visée, est d'atteindre la neutralité carbone, ou « zéro émission nette » (ZEN), ce qui implique de ne pas émettre plus de CO₂ qu'il n'est possible d'en absorber. Il s'agit de trouver un équilibre entre les émissions de CO₂ issues des activités humaines et l'élimination du CO₂ de l'atmosphère par les milieux naturels aménagés, tels que les forêts, les sols agricoles, etc., et certains procédés industriels comme le captage et le stockage ou la réutilisation du carbone. Pour atteindre la carboneutralité, il est nécessaire de réduire considérablement les émissions de CO₂, puis de compenser les émissions qui ne peuvent pas être éliminées.

SOURCES D'ÉMISSIONS DE CO₂

Chaque être humain émet du CO₂ directement par ses propres activités (fabrication, transport, stockage, déplacements, consommation d'énergie, etc.), ainsi qu'indirectement par l'achat de matériaux et de services (conçus et produits en amont), et par les produits et services qu'il vend, qui peuvent consommer des ressources lors de leur utilisation par l'acheteur (électricité, carburant, eau, consommables, etc.). Il existe trois types d'émissions de gaz à effet de serre : les émissions directes (combustion d'énergies fossiles dans l'industrie, réactions chimiques), les émissions indirectes liées aux consommations d'électricité, de refroidissement et de chauffage (conservation, stockage, lumière artificielle, etc.) et les autres émissions indirectes en amont et en aval de la production (déchets, déplacements professionnels, trajets domicile-travail, etc.).

ÉVALUATION DES ÉMISSIONS

Mesurer l’empreinte carbone des États est une affaire complexe. Avec des tonnes de CO₂ accumulées au fil des siècles, les pays développés, États-Unis en tête, portent une responsabilité historique importante. Cependant, la Chine est actuellement le plus grand émetteur de gaz à effet de serre au monde, suivie de près par d’autres pays en développement rapide comme l’Inde et la Russie. La moyenne mondiale des émissions est de 4,4 tonnes par an et par habitant.

Cependant, pour maintenir l’augmentation de la température mondiale en dessous-



deux degrés par rapport à la moyenne de l’ère préindustrielle (milieu du 19^e siècle), les émissions devraient tomber en dessous de deux tonnes d’ici 2050. Une poignée de pays, dont les États-Unis, l’Australie et la Nouvelle-Zélande, ont une empreinte au moins trois fois supérieure à la moyenne.

ACTIONS DE RÉDUCTION DES ÉMISSIONS DE CO₂

Au niveau industriel, les entreprises peuvent mettre en place de nombreuses mesures adaptées à leurs besoins et contraintes. En Afrique, la transition vers des énergies propres, telles que l’utilisation du gaz natu-

rel comme source d’énergie de transition pour la production d’électricité, l’industrie et les transports, est encouragée. De même, il est recommandé d’investir dans des technologies propres pour l’extraction des hydrocarbures, telles que le captage et le stockage du carbone, ainsi que de réduire les fuites de méthane et d’optimiser l’utilisation de l’eau dans l’industrie pétrolière et gazière. De plus, l’adoption de sources d’énergie renouvelables comme le solaire et l’éolien dans les zones à faible densité est cruciale. En ce qui concerne la promotion de pratiques durables, les méthodes traditionnelles d’agriculture et de construction doivent être privilégiées pour minimiser les émissions de carbone. L’adoption de l’agroforesterie peut également améliorer la fertilité des sols, la rétention d’eau et la séquestration du carbone. Enfin, l’utilisation de combustibles de cuisson tels que le GPL ou le gaz naturel et de fourneaux améliorés contribue aux mesures de réduction de l’empreinte carbone.

EFFORTS PERSONNELS

Chaque individu peut contribuer aux efforts collectifs en réduisant son empreinte carbone par des gestes simples au quotidien. Par exemple, réduire le temps de douche, n’utiliser le lave-vaisselle que lorsqu’il est plein, le compostage et le recyclage sont des mesures efficaces. De plus, les modes de transport ont une empreinte écologique importante, de sorte que les gens peuvent faire du covoiturage, éviter de laisser tourner leur véhicule inutilement quand ils sont à l’arrêt, réduire les déplacements en avion lorsque cela est possible, marcher ou faire du vélo lorsque cela est possible, utiliser les transports en commun et limiter les distances de déplacement en vivant à proximité du travail. Lors de vos achats, privilégiez toujours les produits réutilisables aux produits jetables, préférez les produits en vrac aux produits emballés, réduisez les achats en privilégiant l’échange et l’achat d’articles usagés, optez pour des produits locaux et soutenez les entreprises qui font des efforts pour réduire leur empreinte carbone. Enfin, il est crucial de s’exprimer sur le sujet. En Afrique, où les effets du changement climatique sont déjà importants, il est encore plus important d’agir rapidement et efficacement.

27 janvier 1987

Une date importante dans la vie de l'APPO

LE SAVIEZ-VOUS ?

LE 27 JANVIER 1987 EST UNE DATE HISTORIQUE POUR L'ORGANISATION DES PRODUCTEURS DE PÉTROLE AFRICAINS (APPO), ANCIENNEMENT CONNUE SOUS LE NOM DE L'ASSOCIATION DES PRODUCTEURS DE PÉTROLE AFRICAINS (APPA). C'EST LA DATE DE CRÉATION DE CETTE ORGANISATION INTERGOUVERNEMENTALE DE L'ÉNERGIE À LAGOS, EN RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE DU NIGERIA.

L'APPO a été créée pour servir de plateforme de coopération et d'harmonisation des efforts, de collaboration, de partage des connaissances et de l'expertise entre les pays africains producteurs de pétrole. L'idée de créer cette organisation remonte aux années 1980. À cette époque, des réunions informelles ont eu lieu entre les pays africains membres de l'OPEP, l'Algérie, le Gabon, la Libye et le Nigeria. Ces consultations ont été décidées en réponse à la situation du marché pétrolier qui confrontait les pays en développement, en particulier les pays africains importateurs de pétrole, à des difficultés d'approvisionnement. Ces pays décident donc de réserver 4%

de leur production pour répondre à ces besoins.

DE L'IDÉE À LA RÉALISATION

La première réunion de ce groupe de quatre pays a eu lieu à Libreville, au Gabon, en octobre 1984. Par la suite, des consultations ont été entamées avec d'autres États africains producteurs de pétrole non membres de l'OPEP afin de les intégrer dans l'association. En juin 1985, à Brioni, en ex-Yougoslavie, une autre réunion s'est tenue. C'est au cours de cette consultation que les dirigeants ont décidé d'officialiser le creuset. Par la suite, Libreville a accueilli la première réunion formelle des représentants des pays fondateurs pour rédiger les statuts de l'Association. Ce sommet a eu lieu les 21 et 22 avril 1986. En janvier 1987, huit pays africains



Le Général Ibrahim Babaginda, Président de la République Fédérale du Nigeria, inaugurant la création de l'APPA à Lagos, au Nigeria, le 27 janvier 1987

producteurs de pétrole – l’Algérie, l’Angola, le Bénin, le Cameroun, le Congo, le Gabon, la Libye et le Nigeria – se sont réunis à Lagos, au Nigeria, pour créer officiellement l’Association des producteurs de pétrole africains : ce sont les pays fondateurs. Le siège de l’Organisation est situé à Brazzaville, en République du Congo.

UNE ORGANISATION QUI A MÛRI AU FIL DU TEMPS

Aujourd’hui, le nombre de Pays Membres de l’APPO est passé de huit en 1987 à dix-huit. Il s’agit de l’Algérie, de l’Angola, du Bénin, du Cameroun, du Tchad, du Congo, de la RD Congo, de la Côte d’Ivoire, de l’Égypte, du Ghana, de la Guinée équatoriale, du Gabon, de la Libye, de la Namibie, du Niger, du Nigeria, du

Sénégal et de l’Afrique du Sud. Entre 2014 et 2019, l’Association a fait l’objet d’une réforme majeure nécessitant une révision critique de sa mission et de sa vision, de sa structure organisationnelle, voire un changement de nom. Ainsi, de l’Association des Producteurs de Pétrole Africains (APPA), elle est devenue l’Organisation des Producteurs de Pétrole Africains (APPO). Cette réforme a été mise en place en réponse au rythme rapide de l’évolution du paysage énergétique mondial.

Aujourd’hui, l’organisation reste ouverte à l’adhésion d’autres pays africains partageant les mêmes idées. En 2021, elle a accueilli la République Bolivarienne du Venezuela, un pays d’Amérique du Sud, en tant que Membre Honoraire. Cette adhésion historique fait du Venezuela le premier pays non africain à adhérer à l’APPO, preuve, s’il en était besoin, de l’ouverture de l’Organisation sur le monde.



Festivités de commémoration du 37e anniversaire de l’APPO le 27 janvier dernier à Brazzaville (Congo)



LA TOUR APPO



LES PAYS MEMBRES DE L'APPO

- | | | | | | |
|---------|---------------|----------|--------------------|---------|----------------|
| ALGERIE | CAMEROUN | RD CONGO | GHANA | NAMIBIE | SENEGAL |
| ANGOLA | CONGO | EGYPTE | GUINEE EQUATORIALE | NIGER | AFRIQUE DU SUD |
| BENIN | CÔTE D'IVOIRE | GABON | LIBYE | NIGERIA | TCHAD |